

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ORIGINE DU PRINCIPE

DE

L'INCAPACITÉ DE L'ÉGLISE

D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES

Dans notre ancien Droit

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Lyon

PAR

Gaston SERVILLE

LYON

ALEXANDRE REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1898

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ORIGINE DU PRINCIPE

DE

L'INCAPACITÉ DE L'ÉGLISE

D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES

Dans notre ancien Droit

FACULTÉ DE DROIT DE LYON

MM. CAILLEMER, O. ✱, doyen, professeur de Droit civil.
 MABIRE, ✱, assesseur du doyen, professeur de Droit civil.
 THALLER, professeur honoraire.
 GARRAUD, professeur de Droit criminel.
 APPLETON, professeur de Droit romain.
 FLURER, professeur de Droit civil.
 ROUGIER, professeur d'Economie politique.
 AUDIBERT, professeur de Droit romain.
 COHENDY, professeur de Droit commercial.
 PIC, professeur de Droit international public.
 BARTIN, professeur en Procédure civile.
 SOUCHON, professeur d'Histoire des Doctrines économiques.
 APPLETON (J.) agrégé.
 LAMBERT, agrégé.
 BOUVIER, agrégé.
 LAMEIRE, agrégé.
 BECQ, secrétaire.

JURY DE LA THÈSE

Président. . M. CAILLEMER, doyen.
Suffragants . { MM. LAMBERT, agrégé.
 LAMEIRE, agrégé.

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

ORIGINE DU PRINCIPE

DE

L'INCAPACITÉ DE L'ÉGLISE

D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES

Dans notre ancien Droit

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

Soutenue devant la Faculté de Droit de Lyon

PAR

Gaston **SERVILLE**



LYON

ALEXANDRE REY, IMPRIMEUR-ÉDITEUR DE L'UNIVERSITÉ

4, RUE GENTIL, 4

—
1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

MEIS

INTRODUCTION

Le principe de l'incapacité de l'Eglise est un principe moderne. Dans notre très ancien droit, l'Eglise jouit d'une entière capacité, plus large même que celle des particuliers. Mais l'incapacité n'a pas surgi tout à coup dans la législation. Pendant une période de huit siècles, la capacité du début a été successivement battue en brèche par les ordonnances de nos rois, par les auteurs, les Parlements et l'opinion publique. Nous nous proposons de rechercher quelle a été la part de chacun de ces facteurs dans l'établissement du principe nouveau.

Quoique les premières atteintes portées à la capacité ne remontent pas plus haut que la féodalité, nous n'avons pas cru inutile de résumer dans un chapitre préliminaire l'état de l'Eglise au point de vue de sa capacité d'acquérir des immeubles depuis la naissance du christianisme jusqu'au début de la féodalité. On saisira mieux ainsi l'importance des changements qui y seront apportés sous le régime féodal.

ORIGINE DU PRINCIPÉ
DE
L'INCAPACITÉ DE L'ÉGLISE
D'ACQUÉRIR DES IMMEUBLES

Dans notre ancien Droit

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

DE LA CAPACITÉ D'ACQUÉRIR DE L'ÉGLISE
DEPUIS LA NAISSANCE DU CHRISTIANISME JUSQU'AU DÉBUT
DE LA FÉODALITÉ

Les premiers chrétiens apparurent à l'Empire romain comme de dangereux révolutionnaires. Aussi furent-ils, pendant longtemps, contraints de se cacher pour célébrer les saints mystères. Juridiquement, ils formèrent un *Collegium illicitum* et, à ce titre, furent incapables d'acquérir valablement des biens¹. Dans les commencements, d'ailleurs, cette incapacité ne dut guère les contrarier. C'était l'époque où, prenant à la lettre le principe évangélique, *Vende quæ habes et da pauperibus*², les chrétiens vendaient leurs biens pour en apporter le prix aux pieds des Apôtres. C'était avec ces deniers, augmentés du produit des collectes, que l'on subvenait aux frais du luminaire, que l'on secourait les ma-

¹ Loi 20, *De rebus Dubiis*, D. XXIV, 5.

² Saint Mathieu, XIX, 21.

lades, les vieillards, les veuves, les vierges consacrées à Dieu et les confesseurs condamnés aux mines.

Cependant, par suite de la tolérance des empereurs, les Églises purent se constituer en *Collèges funéraires* (*tenuiorum collegia*) et les premiers biens-fonds que possédèrent les communautés chrétiennes furent des cimetières.

Plus tard, quand, devenues moins suspectes, elles purent sortir de l'ombre et s'afficher au grand jour, elles eurent des immeubles pour les réunions du culte.

Mais ce n'est qu'à partir de Constantin ou, si l'on veut plus exactement, à partir de l'édit de Licinius¹ (313) que nous trouvons les Églises enfin reconnues personnes morales en possession d'un important patrimoine immobilier².

Désormais les Églises qui n'avaient jusqu'alors possédé que sous le couvert des clercs et des fidèles, purent être dotées comme l'étaient les temples de l'ancienne religion. L'empereur voulut même que les assemblées des chrétiens héritassent des biens des martyrs, des confesseurs et des exilés quand les véritables héritiers ne paraissaient point³. Ce fut alors à qui ferait les donations les plus magnifiques. Si bien que saint Jérôme s'émut de cet accroissement subit de richesses, craignant que les chrétiens ne se détournassent de la poursuite des biens éternels⁴.

Les successeurs de Constantin ne furent pas moins favorables à l'Église. Ils lui remirent les revenus et une partie des biens qui avaient composé la dotation des temples païens⁵. Ils ne soumirent point l'acceptation des libéralités

¹ Ed. de Licinius, 313 ; Lactant., *De morte persec.*, c. 48.

² C. TH., XVI, 2, 4 ; C. Just. I, 2, 1.

³ Eusèbe, *Vita Constantini*, II, 36, 37, 38, 39.

⁴ Hieron, in *Vita S. Malchi*.

⁵ C. TH., XVI, 10, 20.

pieuses à la nécessité de leur autorisation. S'ils intervenaient parfois, ce ne fut qu'en vertu de leur bienveillante tutelle pour lui interdire des *acquisitions dommageables*¹. Et pour mieux assurer enfin la stabilité du patrimoine ecclésiastique, Justinien, à la suite des Conciles, défendit à l'Eglise toute espèce d'aliénation².

On voit par cet exposé très succinct de la législation romaine que les empereurs chrétiens avaient entendu accorder à l'Eglise la capacité la plus entière d'acquérir. Loin de s'effrayer de l'accroissement continu du patrimoine ecclésiastique, ils l'avaient favorisé en prohibant toute aliénation.

Cette pleine liberté d'acquérir que consacrait le Code Théodosien fut admise en France où ce Code était en vigueur. Les Lois barbares en témoignent : « Si quelque homme libre, dit la *Lex Alamannorum* veut donner son bien à l'Eglise, que nul ne se permette de l'empêcher, ni duc, ni comte, ni aucune personne³. »

La *Lex barbara Wisigothorum* déclare également que « ce qui a été donné à l'Eglise par les princes ou les fidèles lui appartient irrévocablement et à perpétuité en vertu de la loi » (Walter, l. 5, t. I, 1).

On trouve encore des preuves de cette capacité absolue dans les Formules. En voici un exemple très frappant : « Licet unicuique de rebus suis, quas in presenti seculo viditur (habere) tam ad sanctorum loca seu parentum meliorare, et lex manet et consuetudo longinquam percurrit facere quod voluerit⁴. »

¹ Nov. Just. I, 2, 14.

² Nov. Just. VII, 12; CXX, 7, § 1, 10.

³ *Lex Alamannorum* I, *Monumenta Germaniæ historica*, Leges V, I, p. 65.

⁴ De Rozière, *Recueil général des formules usitées dans l'empire des Francs du v^e au x^e siècle*, n^o 171, t. I, p. 218.

On suivait donc les mêmes règles que sous les empereurs chrétiens. L'Eglise peut toujours acquérir librement. D'ailleurs elle exerça sur les barbares une irrésistible séduction. L'heureux événement de Tolbiac lui conquit les Francs sans réserve. En reconnaissance de sa victoire, Clovis donna de grands domaines à l'Eglise. La fièvre de donner éclata, comme deux siècles auparavant, lors de l'édit de Constantin. Au point que Chilpéric, prenant en main la cause des familles dépouillées par des libéralités inconsidérées, défendit les institutions d'héritier au profit des Eglises¹.

Mais il faut croire que cette mesure n'était pas opportune, puisque Gontran, son frère et son successeur se vit contraint de la rapporter².

Les confirmations que firent nos rois des donations pieuses, comme l'a très bien démontré de Laurière, ne doivent pas être prises pour des autorisations destinées à relever les Eglises et les monastères d'une incapacité quelconque d'acquérir. Elles n'avaient d'autre but que de préserver les bénéficiaires des dépossessions violentes qui signalèrent l'époque mérovingienne³.

Sous les rois de la seconde race, aucune modification n'est apportée à la capacité des corps ecclésiastiques qui reste pleine et entière. Les Capitulaires ne cessent de rappeler les sujets au respect du patrimoine religieux⁴.

Mais ce n'est pas assez d'avoir montré que l'Eglise jouit sous les rois des deux premières races d'une capacité absolue, il importe surtout de noter qu'elle jouit même d'une capacité plus étendue que celle des particuliers. « Les

¹ Grégoire de Tours, t. I, liv. VI, ch. XLVI, p. 461 et 462.

² De Laurière, *De l'origine du droit d'amortissement*, p. 9.

³ De Laurière, *De l'origine du droit d'amortissement*, p. 20.

⁴ Boretius, I, 129, c. 15; II, 23, c. 11; 179, c. 11.

Evêques sont alors les conseillers des rois. L'Eglise rédige les capitulaires comme les canons des Conciles. Le prince les reçoit de ses mains et assure par la force matérielle l'efficacité des seconds comme des premiers¹. » Aussi l'Eglise va-t-elle profiter de son ascendant moral pour faire prévaloir des dispositions exceptionnelles en sa faveur :

1° Le 10^e Canon du 5^e Concile de Paris, tenu sous Clotaire II, fils de Chilpéric, l'an 615 de J.-C. déclare bonnes et valables toutes les libéralités qui seraient faites à l'Eglise, bien que les solennités requises par les lois pour la validité des testaments n'y eussent pas été observées². L'Eglise recevait, en effet, beaucoup de libéralités par la voie testamentaire. Et non contente de valider ainsi des dispositions qui, adressées à des particuliers eussent été nulles, elle exhortait les fidèles à faire des legs pieux, prononçant l'excommunication contre les héritiers qui se refuseraient à exécuter un testament fait en sa faveur³.

2° Elle fit adopter le principe de l'inaliénabilité des biens ecclésiastiques. Ce principe a son origine dans des décisions de Conciles. Il fut proclamé à Agde, en 503, et à Tarascon, en 526⁴. Nous avons vu qu'il avait passé dans les Nouvelles de Justinien. Les Lois barbares le sanctionnèrent à leur tour. On lit dans la *Lex barbara Wisigothorum* : « Si quis episcopus aut presbyter, vel quicumque ex clericis, præter consensum cœterorum clericorum, aliquid de rebus ecclesiæ vendiderit vel donaverit, hoc firmum non esse præci-

¹ Laisné Deshayes, *Du régime légal des Communautés religieuses en France*, p. 17.

² Grégoire de Tours, t. II, cap. VII, p. 13.

³ V. Concile de Vaizon (442), c. 4; d'Orléans (541) c. 14 et 19; Reims (625-630), c. 10; Labbe, t. III (col. 1457); t. V (col. 384 et 1691).

⁴ Labbe, t. IV.

« pimus — nisi ita fuerit facta venditio sive donatio quem-
 « admodum sanctorum canonum instituta constituunt atque
 « decernunt¹. »

Les Capitulaires, à la suite des Lois barbares, défendent l'aliénation des biens ecclésiastiques. Voici comment s'exprime un Capitulaire de 826. « Alienationis autem verbum contineat
 « venditionem, donationem, permutationem et emphiteuseos
 « perpetuum contractum. Sed omnes omnino sacerdotes
 « hujusmodi alienatione abstineant pœnas timentes quas
 » Leoniana constitutio (L. 14, Code, de Sacr. Eccl. 1, 2)
 « minatur, id est ut is quidem qui comparaverit rem loco
 « venerabili reddat cujus et antea fuerat, scilicet cum fructi-
 « bus aliisque emolumentis quæ in medio tempore facta
 « sunt ; hycononum autem ecclesiæ præstare omne lucrum,
 « quod ex hujusmodi prohibita alienatione senserit vel
 « ecclesiam damno effecerit, ita ut in posterum hyconomus
 « non sit²... »

L'Eglise jouit donc jusque sous les Carolingiens d'une capacité absolue. Bien plus, nous venons de voir que les Conciles, le Droit romain, les Lois barbares et les Capitulaires s'efforcèrent de rendre cette capacité plus grande que celle des particuliers.

¹ Titre I, liv. V, *De Ecclesiasticis rebus* (Walter, *Corpus juris germanici*).

² Borétius, t. I, p. 311, voir aussi *id.* p. 239 et 231.

CHAPITRE PREMIER

CAPACITÉ D'ACQUÉRIR DE L'EGLISE PENDANT LES PREMIERS SIÈCLES DE LA FÉODALITÉ

Législation canonique du Testament. — L'Eglise et la féodalité. — Les *advocati*.
— Les personnes ecclésiastiques et les personnes laïques sont soumises
quant aux acquisitions de fiefs à la nécessité de l'octroi du Seigneur. —
L'an mil.

I

Pendant les deux premiers siècles du régime féodal dans lequel nous allons entrer, cette capacité de l'Eglise s'élargit encore, s'il est possible. Nous retrouvons d'abord l'obligation de laisser des legs pieux. Le testament ne s'est introduit que lentement, sous l'influence de l'Eglise qui y trouva une source importante de revenus. L'obligation d'une part de tester et de laisser des legs pieux et, d'autre part, l'obligation de se confesser s'imposaient à quiconque voulait assurer non seulement le salut de son âme, mais encore la dévolution de son patrimoine à ses héritiers. Quel que fût celui de ces deux devoirs auquel on eût manqué, on était considéré comme *déconfès* ou *intestat*. Le seigneur ecclésiastique ou même laïque s'emparait des biens du *déconfès* et on lui refusait la sépulture religieuse¹. A vrai dire,

¹ Viollet, *Et. Saint-Louis*, t. I, p. 129 ; V. aussi Charte de Couronnement de Henri I^{er}, *Chartes des Libertés anglaises*, ch. VII, Bémont ; et Du Cange *verbo* *INTESTATIO*.

l'Eglise profitait seule des testaments, et les legs faits à d'autres personnes étaient, du moins pendant les premiers siècles du moyen âge, à peu près inconnus. C'est là ce qui explique la forme toute religieuse du modèle de testament que Beaumanoir a dressé dans ses *Coutumes de Beauvoisis*¹. C'est ce qui justifie le droit de juridiction conquis par l'Eglise en matière de testaments dès le x^e siècle et conservé longtemps par elle². L'Eglise va même jusqu'à régler l'attribution d'une partie de ces legs pieux qu'elle réclame. Ainsi il est permis de se faire ensevelir où l'on veut, mais on doit laisser une partie des legs pieux à son église paroissiale. C'est ce qu'on appelle la *portio canonica*. De même un moine est tenu de laisser à son église paroissiale la moitié des biens qu'il a légués pour le repos de son âme³.

Non contente d'obliger les testateurs à lui faire des legs pieux, l'Eglise commande de tenir pour valables des dispositions qui, adressées à des particuliers, eussent été déclarées nulles. Au lieu d'exiger un nombre raisonnable de témoins, cinq ou sept, elle se contente pour les legs à elle faits de deux témoins pieux et fidèles, sous prétexte que le Deutéronome et saint Mathieu ont dit : *In ore duorum vel trium testium stat omne verbum*⁴.

Voici comment s'exprime une décrétale de Grégoire IX
 « Relatum est auribus nostris, quod, quum ad vestrum
 « examen aliqua super testamentis relictis ecclesiæ causa
 « deducitur, vos secundum humanam, et non divinam

¹ Beaumanoir, XII, 58.

² Conciles de Bourges (1276), can. 9 (1286), can. 29 (Labbe, t. XI, col. 1023 et 1258); d'Avignon (1326), can. 20 (t. XI, col. 1732). — Beaumanoir, XI, 4, 10 et 11.

³ Décret de Gratien, partie 2^e, cause 13, ch. 1 et 11; Décrétale de Grégoire IX, *De sepulturis*, livre III, titre 28.

⁴ Deutéronome, XVII, 6; saint Mathieu, XVIII, 16.

« legem in ea vultis procedere et, nisi septem vel quinque
 « idonei testes intervenerint, omnino inde postponitis judi-
 « care. Unde quia hujusmodi causæ de judiciis ecclesiæ,
 « non secundum leges, sed secundum canones debent trac-
 « tari, et his, divina scriptura testante, *duo* aut *tres* idonei
 « testes sufficiunt, discretioni vestræ per apostolica scripta
 « mandamus, quatenus, quum aliqua causa talis ad vestrum
 « fuerit examen deducta, eam non secundum leges, sed
 « secundum decretorum statuta tractetis, et tribus aut
 « duobus legitimis testibus requisitis quoniam scriptum est :
 « *In ore duorum vel trium testium stat omne verbum*¹ ».

L'Eglise valide encore les testaments purement *verbaux* ou *nuncupatifs*, qui contiennent des legs en sa faveur, pourvu qu'ils soient passés comme les testaments écrits en présence de deux ou trois témoins².

Elle reconnaît même comme valable un testament où le testateur confie sa volonté à la disposition d'un autre en ce qui concerne les legs pieux³.

Quand nous aurons ajouté qu'elle valide les fondations par testament au profit d'un établissement encore inexistant⁴ et qu'elle dispose de l'arme puissante de l'excommunication pour assurer le respect de ses lois, nous aurons donné une idée assez exacte du milieu dans lequel allait se développer la théorie nouvelle de l'amortissement.

¹ Décretale Grég. IX, *De Testamentis*, liv. III, tit. 26, chap. II, 3^e Concile de Latran (1179) partie 50^e, chap. VIII et XX (Labbe, t. X, col. 1712 et 1717).

² Décret Grég. IX, *loco citato*, ch. IV.

³ Décret Grég. IX, *loco citato*, ch. XIII.

⁴ Décret Grég. IX, *loco citato*, ch. III.

II

Pendant que l'empire carolingien se putréfiait, l'Eglise demeurait toujours fortement organisée. C'était le rocher debout au milieu des vagues incertaines. Elle était riche et jouissait d'un grand ascendant moral. Aussi rechercha-t-on de toutes parts sa protection. Sa hiérarchie solidement établie put servir de modèle à la hiérarchie féodale, et il est visible que plus d'une cérémonie symbolique du nouveau régime, et particulièrement celle de l'hommage, rappelle le cérémonial liturgique.

Mais, à son tour, l'Eglise ne put rester en dehors de l'organisation féodale. Propriétaire foncier déjà considérable, elle y prit place, soit en qualité de suzeraine, soit en qualité de vassale.

Va-t-elle conserver la pleine capacité d'acquérir dont elle avait joui sous les rois des deux premières races? Les développements qui suivent ont pour but de prouver qu'elle n'en fut pas dépossédée. Les institutions nouvelles que nous allons rencontrer comme l'obligation de *vuidier les mains*, de *fournir homme vivant et mourant*, et enfin le droit dit d'*amortissement* n'étaient pas destinés à relever l'Eglise de l'incapacité juridique d'acquérir des immeubles. A l'encontre des auteurs du xvi^e et du xvii^e siècle, il faut voir seulement en elles des restrictions que *le changement général survenu dans la nature des biens* expliquait et justifiait. De Laurière, un de nos premiers historiens critiques, l'a excellemment démontré dans sa *Dissertation sur l'origine de l'amortissement* (p. 28). Nous rechercherons d'ailleurs plus tard les causes de l'erreur commise par Bacquet, Chopin, Salvaing, etc.

III

Les corps ecclésiastiques purent acquérir, comme par le passé, des alleux. Mais une difficulté surgit tout d'abord pour les fiefs. Les seigneurs leur contestèrent le pouvoir de *tenir* des fiefs sur le fondement qu'ils ne pouvaient en rendre les services comme il convient, *competenter*. En ces temps de guerres privées continuelles, le devoir d'*hoste* importait surtout. Or, jusqu'à Charlemagne, les ecclésiastiques avaient pu porter les armes. Mais cet empereur, considérant que l'humeur belliqueuse des clercs était incompatible avec le commandement évangélique de la douceur, leur avait interdit de porter les armes. De nombreux Capitulaires contiennent cette prohibition. L'un d'eux s'exprime ainsi : « Et omnimodis dicendum est presbyteris et diaconibus ut arma non portent, sed magis se confidant in defensione Dei quam in armis ¹. »

Ils se trouvaient ainsi incapables de tenir un fief. Comment, en effet, auraient-ils pu se conformer à la principale obligation du vassal qui est de suivre la bannière du suzerain sur les champs de bataille ? On lit, en effet, au *Livre des fiefs* : « *Desiit esse miles seculi qui factus est miles Christi nec beneficium pertinet ad eum qui non debet gerere officium* ². »

Il est donc vraisemblable que les ecclésiastiques se trouvèrent réduits, pendant un certain temps, à ne jouir que d'immunités et d'exemptions de charges.

¹ Boretius, t. I, p. 59. Voir aussi pp. 103, 107, 163, 243, et t. II, p. 102 et 262.

² *Livre des fiefs*, livre II, titre 21.

Mais cette exclusion des clercs fut de courte durée. Bientôt la piété des seigneurs eux-mêmes, qui voulaient assurer le salut de leurs âmes par des libéralités aux églises, et l'ascendant moral du clergé firent fléchir la rigueur des règles féodales.

C'est pour justifier cette grave dérogation aux règles féodales que Hotman, qui écrivait au ^{xv}^e siècle, distinguera ingénieusement dans le fief les devoirs militaires que les ecclésiastiques firent rendre par des sergents et la perception des fruits que rien ne leur interdisait de recueillir : « Et
 « ratio theologica subjungitur : quoniam feudum militaris
 « clientela est ; qui vero mundo militat, Christo militare non
 « posse intelligendum est, tamen quod dicitur a monachis
 « feuda removeri, sic accipiendum esse, ut cum feudi duæ
 « partes sunt, quarum altera in percipiendis prædiorum
 « fructibus ; altera in militari labore consistit : superiorem
 « sibi partem monachos sumpsisse, alteram quæ laboriosa
 « est reliquis delegasse. Nam liber 2, tit. 40, § 3, dilucide
 « scribitur, Episcopos, abbates, cæterosque clericos feudo
 « beneficio Regum ac principium recipere : at in D. libr. 2,
 « tit. 21, militares ab iis labores remouentur ¹ ».

L'usage s'introduisit donc des *avoués* ou *vidames* (*vice-domini*). L'institution de l'avouerie présente des caractères différents suivant les lieux. Les fonctions des avoués sont aussi les plus diverses. Les deux principales consistaient, la première, à représenter les Églises dans les contestations où elles se trouvaient engagées et à rendre la justice à leurs vassaux, quoiqu'il y eût déjà une juridiction particulière en matière ecclésiastique et des Cours féodales d'église. La seconde était de conduire au suzerain ou au roi les hommes

¹ Hotman, *Disputatio de feudis*, p. 48.

d'armes que la seigneurie ecclésiastique devait équiper. On trouve dans les chartes des exemples de prestations que l'*advocatus* avait à fournir pour le compte de la communauté qu'il représentait¹.

En récompense de leurs services, les vidames reçurent des fonds en fiefs des églises et des monastères. Le *fief de vidamie* devint une tenure féodale concédée par l'Église et dont ils ne tardèrent pas à faire reconnaître l'hérédité. Il ressort, des récriminations incessantes des chartes, qu'ils commirent des exactions dans leurs charges. Il n'entre pas dans notre sujet de raconter les luttes qu'ils engagèrent avec les abbés et les évêques. Elles ont été d'ailleurs très clairement exposées par M. Flach dans le tome premier de ses *Origines de l'ancienne France*. Il nous suffit d'avoir mentionné l'institution des *advocati*, afin de marquer les efforts qui furent faits pour placer les gens d'église sur le même pied que les personnes laïques en ce qui concerne la capacité de *tenir des fiefs*².

IV

Dès lors, les corps ecclésiastiques restaient soumis, quant aux acquisitions à titre gratuit et à titre onéreux, au droit commun, c'est-à-dire à la nécessité de l'assentiment du seigneur. Dans l'ancien droit des fiefs, il est, en effet, défendu aux vassaux de vendre leur fief en tout ou partie sans le con-

¹ V. Du Cange, *verbo* ADVOCATI ECCLESIAIUM : *Charta Balduini Comitis Flandrie anno 1036 pro monasterio S. Bertini* : « Ut quicumque Advocatus fuerit ni Regalem expeditionem iturus, unum bacconem et unam pensam caseorum et unum equum ad summariam vel pro his unam marcam argenti ab Abbate accipiat. »

² Voir sur l'Avouerie la thèse latine de M. G. Blondel : *De advocatis ecclesiasticis*.

sentement du seigneur, à peine de commise. « Habito ergo
 « consilio episcoporum, ducum, marchionum et comitum,
 « simul etiam et palatinorum iudicum et aliorum procerum,
 « hoc edictali Deo propitio perpetuo valitura lege sancimus
 « ut nulli liceat feudum totum vel partem aliquam vendere
 « vel pignorare vel quocunque modo distrahere seu alienare,
 « vel pro anima iudicare sine permissione illius domini ad
 « quem feudum spectare dignoscitur ¹. »

Ainsi, jusque vers le milieu du x^e siècle, l'Eglise jouit d'une capacité indéfinie d'acheter et de recevoir à titre gratuit. Les *Assises de Jérusalem* défendent, il est vrai, de donner ou de vendre aux gens d'Eglise : « Qui aliene tot son
 « fié ou partie de son fié sanz l'otroi de son seignor et autre-
 « ment que par l'assise ou l'usage du reame de Jerusalem,
 « et le met en mains de genz d'iglise, ou de religion, ou de
 « comunes, le seignor de qui il tient celui fié puet prendre
 « et avoir ce qui il a aliéné et tenir et user come de soue
 « chose ² ». Mais ce n'est là qu'une conséquence de la défense générale portée au chapitre CXLII : « Les homes qui tiennent
 « fié dou chief seignor, seit baronie ou seignorie, et qui ont
 « court et coins et justise, ou autre fié, et ciaux qui tiennent
 « fié d'aucun des homes dou chief seignor, pevent toz leur
 « fiés vendre par l'assise, et partie de leur fiés doner et
 « desmembrer par partie dou servise, mais que ce seit par
 « l'assise ou l'usage dou dit reiaume ; et qui autrement le
 « fait, chose que il en face n'est valable ni estable, seit en
 « court ou fors court par otrei ou sanz otrei dou seignor de
 « qui il tient cel fié, se ce n'est à aucun de ses heirs, et par
 « l'otrei dou seignor. »

¹ *Livre des fiefs*, liv. II, titre 55.

² *Assises de la Haute Cour (Livre de Jean d'Ibelin)* (Ed. Beugnot), ch. CCXXXIV bis.

Ce texte ne distingue pas, on le voit, entre les personnes laïques et les personnes ecclésiastiques. Mais une fois ces conditions remplies, il n'était question ni de permission de posséder, ni de lettres d'amortissement. C'est que les usages féodaux tenaient l'Eglise pour une personne pleinement capable d'acquérir des immeubles. Pocquet de Livounière s'est donc trompé quand il a fait remonter l'origine de l'amortissement à une *Ordonnance arrêtée dans l'Assemblée des Etats sous Charles le Chauve, parce que les ecclésiastiques ayant fief ne pouvaient servir en personne à la guerre*¹, sans parler de l'erreur grave qu'il commet sur le rôle des Assemblées politiques sous les rois de la deuxième race.

Remarquons que dans cette période le roi ne donne jamais son assentiment *en tant que roi*. Il n'autorise les aliénations de fiefs au profit des Communautés ecclésiastiques que comme *seigneur*. « *Qui aliene tot son fié ou partie de son fié sanz l'otroi de son Seigneur,* » dit le passage des Assises de la Haute-Cour que nous avons cité plus haut.

V

Cette nécessité de « l'otroi du seigneur » ne mit pas un obstacle sérieux à l'augmentation du patrimoine religieux. Les troubles politiques, la famine, la peste, les guerres qui ont fait du x^e siècle l'époque la plus sombre de notre histoire, avaient paru au peuple et au clergé comme les signes qui, suivant les Evangiles devaient annoncer la fin du monde. Les prêtres du haut de la chaire exhortaient les fidèles à se préparer à la mort prochaine, les engageant, pour obtenir

¹ *Traité des fiefs*, liv. I, ch. iv.

plus sûrement le pardon de leurs péchés, à donner leurs champs aux églises.

Les chartes de cette époque débutent toutes par la même formule où se peint la terreur religieuse. Une des plus saisissantes est rapportée par Lobineau dans son *Histoire de Bretagne*. « Mundi terminum propinquare prænunciata a
« Domino signa multiplici frequentia dederunt. Surgit enim
« gens contra gentem et regnum adversus regnum et terræ
« motus magni sunt. Unde ego Bertha dono Dei totius Bri-
« tanniæ Comitissa et filius meus Conanus his signis
« territi... acquiescentes Evangelico præcepto ubi dicitur :
« Facite vobis amicos de mammona iniquitatis, ut cum
« defeceritis, etc... donamus, etc. ¹... »

La fin du monde n'arriva pas. Ce fut une explosion générale de reconnaissance envers Dieu qui voulait bien prolonger les jours de la terre. Le peuple n'accusa point le clergé de l'avoir trompé tant il était évident que tous, ecclésiastiques et laïques, avaient cru sincèrement au cataclysme prochain. Il bâtit des cathédrales pour y chanter des actions de grâces et de riches donations vinrent encore augmenter le patrimoine de l'Eglise.

¹ Lobineau, *Histoire de Bretagne. Preuves*, p. 444. Voir aussi à la page 64 la Charte « *Mundi termino adpropinquante ruinisque crescentibus, cum certa signa plurimis manifesta videantur... Ego Alan donavi ..* » Voir encore *Formules Marculf.*, lib. II, n° 3, Zeumer, p. 74.

CHAPITRE II

AMORTISSEMENT PAR LES SEIGNEURS

Établissement des profits féodaux. — Les seigneurs perdent ces profits quand un fief passe aux gens de main-morte. — Obligation de « vuidier les mains ». — Lettres d'amortissement, homme vivant et mourant — La fixation de l'amortissement est abandonnée au caprice des seigneurs. — Formes diverses de l'amortissement — Le Roi n'amortit qu'en tant que seigneur immédiat. — Conclusion.

I

Lorsque l'aliénabilité des fiefs se trouva généralement acceptée par les usages féodaux, les seigneurs s'avisèrent de se faire payer une grâce qu'ils pouvaient légitimement refuser. Leur unique souci n'était plus l'affection et la fidélité de leurs vassaux, car, à ce moment, les troubles politiques s'apaisent et l'entière stabilité des possessions féodales est assurée. Le Seigneur pour qui autrefois « il n'était
« pas égal d'avoir comme vassal un étranger, peut-être
« l'ennemi de sa famille, ou plus puissant que lui, au lieu
« de celui que son choix particulier ou une longue suite
« d'ancêtres attachés à son service devait remplir de zèle
« pour lui¹ » ne songea plus qu'au profit pécunaire à tirer du consentement qu'on lui demandait.

¹ Guyot, *Répertoire* (verbo DÉMEMBREMENT).

Bientôt aussi, vers la fin du ^x^e siècle, les gentilshommes français « vont chercher la guerre ailleurs et contre étrangers, ne la trouvant plus près d'eux¹ ». Il leur faut de l'argent pour partir à la croisade ; au retour, il leur en faudra encore pour entretenir le luxe dont ils ont pris le goût en Orient. Les *produits féodaux* seront alors définitivement et généralement établis.

On sait que le *quint* était dû pour vente ou contrats équipollents à vente : échange avec soulte, bail à rente rachetable, etc. Quant au *relief*, il était dû pour toutes les autres mutations : transmission à cause de mort, donation, échange, etc.

II

Or, sous ce nouvel état de choses, il n'était pas indifférent qu'aucas d'aliénation d'un immeuble féodal, l'acquéreur fût un corps ecclésiastique ou une personne laïque. En effet, les biens transmis aux églises et aux monastères ne devaient plus sortir de leur patrimoine, car, depuis la Novelle 120 de Justinien, nous avons vu que les canons n'avaient cessé de prohiber l'aliénation des biens ecclésiastiques (à moins cependant de nécessité évidente ou d'utilité sensible). Les seigneurs perdaient ainsi les quints et requints éventuels. De plus, les communautés ne mourant pas, il n'y avait non plus jamais lieu à la perception du droit de *relief*. Les seigneurs se trouvaient donc privés de tous profits à venir.

Une mesure radicale eût été possible : déclarer l'Eglise *incapable* d'acquérir désormais des immeubles féodaux. Mais les seigneurs, entièrement dévoués à l'Eglise, dont ils

¹ Brantôme, *Vie de Charles-Quint*.

redoutaient la puissance temporelle, ne pouvaient pas en avoir l'idée. Ils cherchèrent plutôt une combinaison qui leur permît de recevoir l'équivalent des droit féodaux éventuels, tout en conservant aux corps religieux la possibilité d'accroître leur patrimoine. Voici celle à laquelle ils s'arrêtèrent : les églises devaient *vuider leurs mains* de l'immeuble féodal dans l'an et jour, et le remettre en main laïe si le seigneur s'opposait à ce qu'elles le retinssent. Si, au contraire, le seigneur trouvait bon qu'elles le conservassent en nature, il leur donnait un acte confirmatif de l'acquisition qu'on appelait : *Lettre d'amortissement*.

Examinons séparément ces deux hypothèses :

III

1° Le seigneur s'oppose à ce que l'Eglise retienne l'immeuble féodal. — Elle se trouve alors contrainte d'en *vuider ses mains* et de le remettre *en main laïe*, c'est-à-dire de le revendre à des laïques. Le bien rentrant ainsi dans le patrimoine d'une personne privée, redevenait soumis à l'éventualité d'une aliénation et à la mutation par décès.

Les droits du seigneur étaient sauvegardés pour l'avenir, et l'Eglise, de son côté, n'éprouvait aucun préjudice puisqu'elle recevait de l'acheteur laïque le prix de l'immeuble.

Entre autres exemples de cette obligation de remettre en main laïe, nous citerons des dispositions de franchises locales choisies dans la région lyonnaise.

Ainsi l'article 2 de la franchise de *Miribel* (1253) est conçu dans ces termes : « Si quis autem pro sepultura sua
« legaverit ecclesiæ vel sacerdoti domum vel pedam, *bene*
« potest hoc facere, sed infra annum et diem debet vendi

« *laïco homini* qui posset et debeat domino tanquam burgenses alii respondere¹. »

La franchise de *Poncin* (1292) (art. 4) dit en termes presque identiques : « Si quis autem pro sepultura sua legaverit elemosine vel sacerdoti domum infra villam de Poncin, *bene potest hoc facere*, sed infra annum et diem debet vendi laïco homini qui possit et debeat, tanquam burgenses alii, facere usagium dicte ville². »

Les franchises de Villars³ (art. 2), Trévoux⁴ (art. 3), Lent⁵ (art. 3), Thoissey⁶ (art. 3), Beaujeu⁷ (art. 3) renferment la même disposition. Une exception pouvait cependant être faite. Les seigneurs permirent quelquefois à des ecclésiastiques de conserver la possession d'une maison ou d'un immeuble rural. L'article 68 de la charte de Villefranche accorde cette faveur à Mathieu, curé de Pouilly et à ses héritiers. Il y aussi une charte de 1276 par laquelle Isabelle de Beaujeu déroge en faveur du vicaire de Lent Jean Billious, à l'article 3 des privilèges de Trévoux⁸.

IV

2^o Le seigneur autorise les communautés religieuses à retenir l'immeuble féodal. — L'obligation de vider les mains n'entra point dans la pratique générale du royaume. L'Eglise tenait

¹ *Bibliotheca Dumbensis*, complément p. 6.

² *Bibliotheca Dumbensis*, complément, p. 12.

³ *Bibliotheca Dumbensis*, I, 1.

⁴ *Preuves d'Aubret*, p. 249.

⁵ *Preuves d'Aubret*, p. 165.

⁶ *Preuves d'Aubret*, p. 282.

⁷ *Bibliotheca Dumbensis*, complément, p. 12.

⁸ En note de la franchise de *Trévoux*.

avant tout à posséder la terre en nature. La terre était alors le meilleur instrument de domination, en même temps que l'unique richesse; *res mobilis, res vilis*. Aussi les seigneurs, amis de l'Eglise, en vinrent-ils promptement à lui permettre de conserver les immeubles qu'elle avait achetés ou reçus en don.

Ils firent approximativement le compte de ce qu'ils perdaient quand un fief ou une censive assis sous leur mouvance passaient aux mains des corps ecclésiastiques.

La possession de ces corps étant immortelle, ils étaient, frustrés:

a) Du droit éventuel au retour de ces domaines en cas de *commise* et de *déshérence* ;

b) Des profits au cas d'aliénations entre vifs ou de mutations par décès.

Ils consentirent à ce que le bien fût rendu improductif de tous profits à l'avenir, devînt un bien *mort, fût amorti*, mais à la condition d'être indemnisés du préjudice qu'ils subissaient. Ils donnèrent donc à l'Eglise des *lettres confirmatives*, renfermant à la fois la *permission de conserver* et la *quittance* ou *remise* de l'indemnité à eux due. Ce furent les premières *lettres d'amortissement*.

Ni la forme, ni le montant de cette indemnité ne sont réglés par les usages. Aussi les seigneurs varient-ils dans sa fixation.

Les uns exigent une *somme d'argent*, d'autres une *prestation périodique* (lods ou mi-lods) à chaque révolution de dix, vingt ou trente ans. Ceux-ci exigent une somme représentative du droit de *quint* et en outre le paiement du droit de *relief* au décès du titulaire du bénéfice ou d'un vassal fictif représentant la communauté ecclésiastique et qu'on appelait *homme vivant et mourant*. Ceux-là enfin se contentent

de la prestation de cet homme vivant et mourant, dont le décès sert d'époque au renouvellement de l'hommage et au paiement du relief. Un délai de quarante jours était accordé aux gens de mainmorte pour présenter son remplaçant. Ce délai expiré, le seigneur pouvait *saisir* le fief¹.

Ce procédé ingénieux qui consistait à diviser la vie illimitée des corps religieux en un certain nombre de périodes correspondant à des durées de vies humaines, était certainement celui qui permettait de calculer le plus justement les pertes que subissaient les seigneurs quand un bien de leur mouvance passait aux gens de mainmorte.

V

Les premiers textes qui se rapportent aux acquisitions des Églises ne parlent ni d'indemnité pécuniaire, ni d'homme vivant et mourant. Ils se bornent à dire que les églises ne peuvent conserver les immeubles féodaux par elles acquis que du consentement du seigneur et qu'elles peuvent être contraintes de les remettre en main laie. Mais cette indication est suffisante : le droit indéfini de prohiber emportait aussi celui de permettre la possession ou plus exactement celui d'*autoriser à conserver la possession* et de vendre arbitrairement cette autorisation.

Pendant longtemps la fixation de l'indemnité fut abandonnée au caprice des seigneurs. Le *Grand Coustumier de France*², rédigé vers la fin du xiv^e siècle, ne fixe pas encore le prix de ce qu'il appelle l'amortissement. Il se contente de dire :

¹ B. Guérard, *Cart. de S. P. de Chartres*, I, CXXXVIII.

² Livre II, chap. xxiii.

« Item selon raison usage et coustume notoire gens
 « d'Eglise ne peuvent tenir aucuns héritaiges assis en la
 « haulte justice d'aucun hault justicier contre la volonté
 « dudict hault justicier *si lesditz héritaiges ne sont souffi-*
 « *samment amortiz par icelluy hault justicier.* Et si de
 « faict lesditz gens d'Eglise les tenoient et occupoient,
 « ledict seigneur leur peut faire commandement que lesdictz
 « héritaiges ilz mettent hors de leurs mains dedens an et jour
 « et est tel commandement loisible et raisonnable et y sont
 « lesdictz gens d'Eglise tenuz obéir : et se dedens les dict an
 « et jour ilz ne mettent lesdictz héritages hors de leurs mains
 « *ou ne procurent devers ledict seigneur amortissement*
 « *d'iceulx heritaiges :* lesdictz heritaiges sont acquis au Sei-
 « gneur hault justicier et les peut appliquer par devers
 « soy : et de faict les convertir à son domaine comme siens
 « selon raison coustume et usage notoire. »

VI

A l'origine, au ^x^e siècle, les seigneurs accordent souvent gratuitement aux Eglises l'autorisation de conserver les immeubles féodaux qu'elles ont acquis. Ils amortissent par piété et pour assurer le repos de leur âme. Les formules : *Domo pro remedio animæ meæ; pro patris mei, fratris mei anima* se trouvent dans toutes les chartes du temps. Voici les différentes manières dont se manifeste leur autorité :

1^o Ils interviennent pour approuver une donation récente, Ainsi dans la charte suivante : « Verpitio quam fecit Bernar-
 « dus miles, cognomento Grossus, cum filio suo Gance-
 « ranno, Deo et Sanctis ejus apostolis Petro et Paulo, ac
 « domno Sigaldo priori Cluniacensi omnibusque fratribus

« in communi Capitulo. Dimisit omnes querelas quas habebat adversus eos in servis et ancillis atque terris ubique dispersis et malas consuetudines quas vendicabat, et in Sancto Ypolito et in Montaniaco et in vallis. Insuper laudavit comparisonem quam fecerunt Berziaco, et contra omnes promisit adjutorium et defensionem pro posse suo. Unde absolutionem ei fecerunt fratres de malefactis que adversus eos ante perpetraverat tali conventionem ut deinceps se emendaret ac mala benefaciendo conmutaret¹. » (1074.)

2° Les seigneurs font une donation à une église et par le même acte qui constate cette donation ils autorisent tous leurs vassaux à faire des libéralités pieuses : « *Dono etiam ego Rotbertus specialiter ex mea parte unum boscum quod vocatur Carrigosum. Dono etiam licentiam omnibus qui beneficium ex me tenent, si elemosinam facere voluerint ad supra nominatum locum pro anima sua, ut faciant, et sit helemosina ipsorum*². » (1031 environ.)

3° Voulant que les églises ne soient pas inquiétées pour leurs acquisitions antérieures, les seigneurs leur accordent, un amortissement général pour le *passé* et vouent à la colère de Dieu tout-puissant leurs successeurs qui ne respecteraient pas cette confirmation. « *Notum sit cunctis fidelibus presentibus et futuris, quod ego Wido, Matisconensis Comes, pro remedio animæ meæ et patris et matris et omnium antecessorum meorum, concedo et annuo Cluniacensibus fratribus, soli Deo militantibus, quicquid vel ipsi vel ipsorum homines adquisierunt in toto meo comitatu, vel*

¹ *Chartes de l'abbaye de Cluny*, n° 3474. Voyez aussi, *Layettes du Trésor des Chartes*, Teulet, n° 303, t. I, p. 128. « *Quod ut ratum firmumque teneatur nec alicujus calumpnia postmodum valeat immutari, sigilli mei submagitione....* »

² *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny*, n° 2857.

« emendo, vel gratis, vel pro Dei amore accipiendo de fran-
 « chisa a quibuscumque vel de quibuscumque quod ego
 « confirmo sicut et pater meus et alii antecessores mei fecisse
 « probantur. Quod si quis successorum nostrorum hanc
 « nostram affirmationem infirmare, diminuere vel infrin-
 « gere voluerit, iudicio Dei omnipotentis preventus suc-
 « cumbat ¹. » (1075 environ.)

4° Quelques-uns, dans leur zèle, vont jusqu'à accorder des amortissements pour l'*avenir*. « Ego prædictus Guirannus
 « de Simiana et Raimbaudus filius meus euntes ad S. Jaco-
 « bum pro Dei amore et animarum nostrarum salute,
 « eandem donationem confirmavimus.... Præterea quicquid
 « prædicta domus vel habitatores ejus in tota planitie
 « S. Cecilæ vel emptione, vel donatione acquirere potuerint,
 « eis permisimus ². » (1173.)

Mais les seigneurs ne dédaignèrent pas de se faire payer ces lettres confirmatives. Dès le ^x^e siècle, on constate des amortissements à prix d'argent. Toutefois, les seigneurs pouvaient vendre l'abdication de tous leurs droits ou s'en réserver quelques-uns comme l'hommage, le relief, le cens.
 «Admortisamus quicquid in futurum dicti monachi
 « Tyronenses præsentis et posteris acquisierunt et acqui-
 « rent in posterum..... et acquitamur eis quæcumque
 « rachata, venditiones, armaturam jure domini retentio-
 « nem, retractionem, homagium, fidem, feudi designatio-
 « nem laudimia relevamenta, et consimilia jura, excessu,
 « decessu, defectu domini vel hominis....., solum redditum
 « et censum si quem res sic acquisitæ, debeant censu

¹ *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny*, n° 3488. Voyez aussi les nos 3506 et 3517.

² *Gallia christiana*, t. I « Instrumenta Ecclesiæ Cavallicensis », p. 156. Voyez aussi le *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny*, n° 3586.

« tamen eo ipso in reditum converso, nobis et successo-
 « ribus nostris tantummodo retinentes¹ » (1159).

L'autorisation d'acquérir n'est donnée quelquefois que jusqu'à concurrence d'une certaine somme : « Volumus etiam
 « et concedimus dicto Vicario et Priorissæ, quod usque
 « ad ducentas annui redditus libras Viennenses, possint in
 « feudis et retrofeudis nostris a quibuscumque personis
 « ad opus dicti monasterii acquirere². » (1299.)

VII

Pendant cette période, les seigneurs *immédiats*, seuls, accordent des lettres d'amortissement. Ni les seigneurs *médiats*, ni le roi ne s'en inquiètent. Si le roi amortit, ce n'est qu'en tant que *seigneur*. « Ego Philippus, Dei
 « gratia Francorum rex, notum fieri volumus cunctis fide-
 « libus sanctæ matris Ecclesiæ tam præsentibus quam
 « futuris, quod quidam fratres et monachi Cluniacensis
 « monasterii adiere serenitatem nostram, humiliter postu-
 « lantes quod in territorio Aurelianensi quamdam terram
 « de domino nostro ad Pontem Ossantiæ Cluniacensi eccle-
 « siæ concederemus³... » (1075, après le mois d'août.)

Ces usages étaient en vigueur depuis deux siècles quand les établissements de Saint-Louis et Beaumanoir les consi- gnèrent pour la première fois. Mais auparavant, cette pratique, fondée sur la plus stricte équité, avait été sanc- tionnée par les tribunaux⁴. Un pareil régime n'implique

¹ Chopin, *De legibus Andium*, art. 37.

² Valbonnais, *Histoire du Dauphiné*, t. II, p. 92.

³ *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny*, n° 3482.

⁴ Arrêt du Parlement de Pentecôte 1268, cité par de Laurière, *Origine du Droit d'amortissement*, Preuves, p. 18.

pas évidemment pour l'Eglise une incapacité, *même partielle*, d'acquérir des immeubles. Non seulement les seigneurs entendaient lui conserver sa pleine capacité, mais encore ils se montraient favorables à ses acquisitions puisqu'ils lui accordaient des amortissements *in futurum*.

Les textes ne laissent aucun doute sur ce point. Les franchises communales que nous avons citées plus haut s'expriment toutes catégoriquement : « Il est permis de donner une maison à une église ou à un prêtre : *Bene potest hoc facere*. » Et Beaumanoir n'est pas moins affirmatif : « Se lais est fes a eglise, d'eritage qui soit d'acquest ou « de quint de l'iretage, comme on pot laissier, li sires de « qui li heritages muet, ne le pot deffendre. » Seulement, l'Eglise ne peut conserver la possession d'un immeuble féodal, par elle acquis, que du consentement du seigneur sous la mouvance duquel cet immeuble est assis. Cette mesure est tout simplement le résultat d'une conciliation entre l'intérêt féodal des seigneurs et l'intérêt ecclésiastique. L'amortissement s'explique par la nécessité d'assurer les services du fief, et, à ce point de vue, il se rapproche du droit d'ainesse, des règles du bail et de la règle successorale : *propres ne remontent point*. Ce qui le prouve, c'est que les gens de mainmorte conservèrent la faculté d'acquérir librement de l'argent, des meubles et des *alleux*. La prohibition de conserver ne portait que sur les tenures féodales². C'est précisément lorsque la royauté étendra l'amortissement aux alleux que les premières atteintes seront portées à cette capacité entière de l'Eglise.

¹ Beaumanoir, XII, 5.

² Lettres de Louis IX, aux bourgeois de Tournay 1235, dans Wauters, *Libertés Communales*, Preuves, p. 129.

CHAPITRE III

AMORTISSEMENT PAR LE ROI SUZERAIN FÉODAL SUPRÊME EXTENSION DE L'AMORTISSEMENT AUX ALLEUX

Progrès du pouvoir royal. — Les croisades. — Abrègement de fief. — Ordonnance de 1275. — Ordonnance de 1291. — Ordonnance de 1320. — Ordonnances de 1324, 1326, 1328. — Conclusion.

I

En somme, le régime féodal ne subsista intégralement que pendant deux siècles. Bientôt, vers la moitié du XII^e siècle, il rencontre dans le pouvoir royal un ennemi patient qui ne se reposera de la lutte qu'après avoir assuré définitivement sa victoire. « Depuis le démembrement féodal, la royauté se cherchait elle-même et ne se retrouvait pas. Germaine d'origine, mais formée en Gaule et imbue des traditions impériales, jamais elle n'avait oublié son principe romain : l'égalité devant elle et devant la loi. Ce principe, vainement soutenu par les Mérovingiens contre l'indomptable orgueil des Franks de la conquête, reçut son démenti final au déclin de la deuxième race. Alors disparurent deux idées qui sont comme les pôles de toute vraie société civile : l'idée du prince et celle du peuple, et, sous le nom de l'État, l'on ne vit plus qu'une hiérarchie de souverains locaux, maîtres chacun d'une part ou d'une parcelle du territoire national. La renaissance d'une société

urbaine rouvrit les voies traditionnelles de la civilisation et prépara toutes choses pour le renouvellement de la société politique. Le roi de France trouva, dans les villes reconstituées municipalement, ce que le citoyen donne à l'Etat, ce que le baronnage ne voulait ou ne pouvait pas donner : la sujétion effective, les subsides réguliers, des ministres capables de discipline. C'est par ce secours qu'avant la fin du xiii^e siècle la royauté sortant des limites où le système féodal la cantonnait, fit de sa suprême seigneurie, puissance à peu près inerte, un pouvoir actif et militant pour la défense des faibles et le maintien de la paix publique¹ ».

Dans cette page magistrale, Augustin Thierry nous semble avoir établi irréfutablement les causes qui firent sortir la royauté de sa léthargie, et précisé le but vers lequel elle tendit tout d'abord. Les rois, en effet, ne songent pas à renverser l'édifice féodal pour fonder l'unité nationale, un seul Etat sous la main d'un seul roi. Ils se réclament, au contraire, des règles féodales, et demandent seulement la jouissance effective des prérogatives de souverain fief du royaume, que jusqu'ici on n'avait fait que leur reconnaître théoriquement. Aussi la royauté cherche-t-elle à s'adapter peu à peu à la complexion du régime hiérarchique féodal, bien loin d'en tenter le renversement. Dès lors, les rois conforment leurs relations avec les hauts seigneurs à celles des vassaux avec leurs suzerains. Saint Louis n'eut pas d'autre politique.

Mais si les rois s'engagèrent dans cette nouvelle voie, c'est assurément qu'ils se sentaient plus forts. A l'appui de leurs prétentions, ils pouvaient invoquer les services ren-

¹ Augustin Thierry, *Essai sur l'histoire de la formation et des progrès du Tiers-Etat*, ch. II.

dus. Ils avaient été les chefs de la défense publique. Au dedans, dès le ^{xii}^e siècle, « le casque en tête et toujours par chemins, ils démolissent les tours des brigands féodaux, répriment les excès des forts et protègent les opprimés¹ ». D'autre part, le domaine royal s'est accru de grandes provinces, comme le Languedoc, l'Anjou et la Normandie. A la fin du ^{xiii}^e siècle, les grands fiefs indépendants sont l'exception. Louis IX et Philippe le Hardi lèvent des aides féodales non seulement dans les domaines de leurs vassaux directs, mais dans ceux de leurs arrière-vassaux. Ils convoquent pour la guerre le ban et l'arrière-ban féodal. Les ordonnances générales rendues par la Cour deviennent exécutoires, même dans les fiefs dont le baron n'y a pas personnellement consenti. Elles limitent la souveraineté judiciaire des petits seigneurs et même des hauts barons en décidant que les sentences de leurs juridictions féodales et domaniales pourraient être portées en appel devant les Cours des baillis royaux, puis, en dernier ressort, devant la Cour du Parlement, et là, réformées à la suite d'une procédure qui excluait le duel judiciaire, et n'admettait que l'enquête (Ord. de 1258 et 1278), et en appliquant la théorie des *cas royaux*.

Enfin, la royauté trouve un puissant appui dans les légistes. Les professeurs de l'Université de Bologne avaient rappelé à l'attention des jurisconsultes du temps le vieux droit romain oublié. Ceux-ci, qui ne connaissaient que des coutumes changeantes et variées à l'infini, furent tellement frappés de la fixité et de la majesté des lois romaines, qu'ils s'efforcèrent d'en faire pénétrer les principes dans la légis-

¹ Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, « L'Ancien régime », ch. 1.

lation publique comme dans la législation privée. Ils reprennent la théorie du pouvoir impérial, de l'autorité publique une et absolue, égale envers tous, source unique de la justice et de la loi. Tous, juges, conseillers, officiers royaux, ils poursuivent le but de réunir la souveraineté en une seule main.

La féodalité ecclésiastique, c'est-à-dire l'Eglise, ne devait, pas plus que la féodalité laïque, échapper à l'influence grandissante de la royauté. Nous allons voir, en effet, le roi intervenir à l'occasion des acquisitions faites par les églises et les communautés ecclésiastiques, en même temps qu'il leur impose, avec ou contre le gré de la politique pontificale, au fur et à mesure de ses besoins, la lourde charge des décimes, douzièmes et centièmes.

II

Le ^{xiii}e siècle fut le siècle des croisades. Ces expéditions lointaines avaient été très coûteuses pour les seigneurs obligés d'équiper une troupe à leurs frais. Leurs revenus n'y suffisant plus, ils se créèrent de nouvelles ressources. Tout d'abord, ils songèrent à vendre l'affranchissement à leurs serfs. Puis, les besoins devenant plus pressants, ils proposèrent aux églises de les exempter de tous droits et services féodaux, moyennant une somme qui les libérerait à toujours. Il durent se résigner, enfin, à vendre aux communautés ecclésiastiques une partie de leurs terres. L'Eglise seule, en ces temps, était assez riche pour acheter de grands domaines. Aussi acquit-elle à très bas prix de vastes étendues. Son patrimoine s'en trouva doublé.

Mais les seigneurs dominants ne furent pas longs à s'aper-

cevoir que ces affranchissements de serfs diminuassent la valeur de leur fief, *l'abrégeaient, l'apeticiaient*, pour employer l'expression de Beaumanoir. C'était pour eux le moment d'appliquer cette règle découlant, il est vrai, des principes constitutifs du régime féodal, mais qui n'en avait point encore été nettement dégagée, à savoir que tout abrégement de fief emporte au profit du suzerain qui n'y a pas consenti le droit de commise, c'est-à-dire le droit de reprendre le fief que le vassal n'avait pas maintenu dans son intégrité. Et la maxime s'établit que les *hommes de corps* affranchis par le vassal sans le consentement du seigneur dominant seraient acquis à ce seigneur, au même état et en la même condition qu'ils étaient auparavant; que l'affranchissement donné par ce dernier opérerait de même la dévolution du serf au profit du suzerain; et ainsi successivement en remontant jusqu'au roi *archi-souverain, souverain fieffeux* du royaume. Beaumanoir a consigné cette pratique dans ses *Coutumes de Beauvoisis*. « Bone coze est à cix qui voelent
 « porcacier francise de lor servitute, qu'ils facent confermer
 « lor francise, qui lor est promise, par les sovrains de qui
 « lor sires tient; car se j'ai mes sers les quix, je tieng de
 « seigneur et je les francis sans l'auctorité de li, je les pert;
 « car il convient de tant come à moi monte, que je lor tien-
 « gne lor francise; mais mes sires les gaaignera et devenront
 « si serf. Et se j'en pris aucun loïer, je lor sui tenus à ren-
 « dre, puisque je ne lor puis lor francise garantir. Et si sui
 « tenus à amende fere a mon Seigneur de ce que je li avoie
 « son fief apeticié, et serait l'amende de soissante livres¹. »

Il était évident qu'il y avait aussi abrégement de fief quand le vassal donnait ou vendait aux Eglises l'affranchis-

¹ Beaumanoir, XLV, 18.

sement des droits féodaux utiles. Et de même que les serfs affranchis étaient acquis au seigneur dominant qui n'avait pas consenti à leur manumission, de même celui-ci devait gagner l'hommage et les services des héritages que le vassal avait, sans son consentement, affranchis de la dominité et des droits féodaux en faveur de l'Eglise. Beaumanoir n'a pas manqué non plus de le noter :

« Tout ainsi comme noz avons dit ci-dessus que aucuns ne
 « pot francir son serf sans l'auctorité de son souverain, et
 « aussi ne pot nus doner abrègement de servitutes de fief,
 « ne francises d'eritage, sans l'auctorité de ses Pardesus.
 « Et s'aucuns abrège le fief qui est tenu de li, ou francist
 « aucun héritage, li sires de qui ce muet, gaaigne l'ommage
 « et est à plain service; et l'iretage qu'il trueve afranqui ense-
 « ment, et le fief qu'il trueve doné à vilenage aussi. Et se
 « cil qui sunt segneur du tresfons voelent sivre celi qui le
 « fief lor abrega ou qu'il lor bailla le fief en vilenage, ou qui
 « lor franqui le vilenage qui mouvait du fief : il poeut sivre
 « le segneur qui ce lor bailla s'il lor convenença a garantir,
 « tout en autel manière que noz avons dit de cix qui fran-
 « cissent lor sers sans l'otroi de lor segneurs¹. »

Comme dans le cas précédent, il y avait lieu à la dévolution graduelle jusqu'au dernier suzerain : « Se li sire souf-
 « frait à son homme que il fit greigneure à ses maines
 « que ce qu'ils doivent avoir en chaqu'un fié sans perdre
 « l'hommage (c'est-à-dire plus du tiers) ou s'il souffrait les
 « fiés à abregier ou a amortir ou aucune autre chose pour-
 « quoi li fies seraient empirés, li tiers sire ne l'est pas pour
 « ce tenu a souffrir : ainchoit y peut y jetter la main par la
 « forfaiture de son sujet qui le souffrit ; et combien qu'il y

¹ Beaumanoir, XLV, 26.

« eut des seigneurs l'un dessus l'autre, jusques au comte (de
 « Clermont) se ils souffraient tous; si ne l'est pas tenu li
 « cuens a souffrir se il ne l'y plait, ainchois y peut jetter sa
 « main se si sujets n'en ont fait leur devoier¹. »

La façon de comprendre l'amortissement devait se ressentir de cette nouvelle jurisprudence féodale. En effet, il y avait abrégement de fief lorsque le vassal cédait en tout ou partie son fief à des personnes morales sans le consentement du suzerain, puisque la possession immortelle de ces personnes faisait évanouir l'espérance de tous *profits*. Et si le suzerain approuvait la cession, il diminuait lui-même le fief à l'égard de son seigneur dominant, si bien que la reprise en pouvait être exercée de seigneur en seigneur jusqu'au roi. « Se aucuns hom donoît a aucune abaïe ou a aucune religion une pièce de terre, li sires en qui fié ce
 « serait si ne lor souferrait pas a tenir se il ne volait; ainz
 « le porrait bien prandre en sa main². »

Mais cette règle était trop rigoureuse et on finit par admettre un tempérament imaginé par les juristes. Les églises et les monastères qui avaient acquis un fief à titre gratuit ou à titre onéreux pourraient demander au suzerain un délai (d'an et jour) pour le remettre à un tiers capable d'en fournir les services. Après avoir établi le principe de la reprise, les *Etablissements de saint Louis* indiquent immédiatement ce moyen de l'éviter : « Mais cil a qui l'a-
 « mône avra esté donée, si doit venir au signor et li
 « doit dire en tel meniere : « Sire ce nos a esté doné en
 « aumône ; se il vos plaist, nos le tendrons, et se il ne vos

¹ Beaumanoir, XLVII.

² Viollet, *Etablissements de saint Louis*, livre I, cxxix, « De don a religion amortir », p. 244.

« plaist nos l'osterons de nostre main, si vos volez, dedanz
 « le terme avenant. Si lor doit li sires esgarder qu'il le
 « doivent oster dedanz l'an et le jor de lor main. Et se il ne
 « l'ostaient, dedanz l'an et le jor de lor main, il le por-
 « rait prandre a son domaine ; et si ne lor en responderait ja
 « par droit¹. »

Beaumanoir dit aussi : « Se lais est fes a eglise, d'éritage
 « qui soit d'aquest ou du quint de l'iretage, comme on pot
 « laisser, li sires de qui li heritages muet, ne le pot deffendre ;
 « mais il pot commander a l'Église a qui li lais est fes, que il
 « l'oste de se main et le mete en main laie dedens an et jour
 « et se l'eglise ne le fet, li sires pot penre l'eritage en se
 « main et goïr des yssues dusqu'a tant que l'eglise ara ente-
 « riné le commandement du seigneur². »

Ce moyen terme ne satisfaisait point encore les ecclésiastiques qui tenaient avant tout à la possession de la terre. Ils usèrent de leur ascendant pour faire prévaloir la pratique des amortissements qui conjurait toute reprise. Ainsi églises et monastères pouvaient désormais conserver les immeubles acquis par achat ou par don, à condition d'indemniser tous les seigneurs médiats en remontant de degré en degré jusqu'au roi.

Le roi était nécessairement appelé dans tous les cas à donner des lettres d'amortissement puisqu'il était enfin reconnu, grâce à l'influence doctrinale des légistes, que tous les fiefs du royaume relevaient immédiatement ou médiatement de lui. Or, on se souvient que, pendant la période précédente,

¹ Voyez aussi Viollet, *Etablissements de saint Louis*, t. III, « Règles coutumières » 1^{re} série, v. p. 213, « nota que nul ne peut aulmosner, ne
 « donner son heritaige à l'Eglise, sans la volonté et consentement du Sei-
 « gneur de qui l'héritage est tenu ».

² Beaumanoir, XII, 5.

le roi n'avait amorti que les fiefs dont il était seigneur immédiat. Les gens de mainmorte possédaient donc un grand nombre d'héritages, en vertu de chartes auxquelles le roi était resté étranger. La nouvelle jurisprudence lui donnait le droit d'exercer la saisie féodale sur ces héritages. Il essaya d'en user. En plusieurs lieux, les sénéchaux, baillis, prévôts, vicomtes et autres officiers royaux reçurent l'ordre de saisir les possessions de l'Église.

Les *Olim* contiennent des exemples de ces saisies : « Dominus Graciaci concesserat per quoddam privilegium suum
« abbati et conventui Oliveti, Cisterciensis ordinis, quod in
« feodis suis possent acquirere. Rex Henricus Anglie, per
« aliud privilegium suum, eis confirmavit hujusmodi acquisitionem.
« Postmodum in feodis eisdem aliqua acquisierunt,
« dicentes quod hoc facere potuerant. Ballivus hujusmodi
« post acquisitionem saisivit pro domino Rege, dicens quod concessio dicti domini Graciaci, nec dicti regis Anglie confirmatio dominum Regem potuit obligare ad postmodum
« acquisitionem : Demum, visis diligenter privilegiis antedictis,
« pronunciatum fuit quod eisdem non obstantibus, cum
« solum ad tunc acquisitionem valerent, ballivus saisire de jure
« poterat hujusmodi postmodum acquisitionem, et quod remaneret
« acquisitionem ¹. » (1272.)

III

L'application d'une mesure aussi rigoureuse souleva les protestations des corps ecclésiastiques. Ils se plaignirent au roi du trouble apporté à la possession jusque-là paisible de leurs biens. Ils invoquèrent le repos des familles qui s'en

¹ *Olim*, édit. Beugnot, t. I, xxxiii, p. 891.

trouvait aussi atteint. Philippe III fit alors l'Ordonnance de 1275.

Analysons ses dispositions :

1^o Une finance est exigée pour toutes les acquisitions faites par l'Église depuis vingt-neuf ans dans les fiefs et les arrière-fiefs de la Couronne¹ ;

2^o Les terres que l'Église a fait amortir par *trois seigneurs au moins* sont affranchies de cette finance ;

3^o Sont confirmés les amortissements accordés par les barons du roi qui ont été *publiquement en possession, eux et leurs ancêtres. sans empêchement de sa part, ni de la part de ses prédécesseurs de donner des fonds aux églises et de les dispenser de mettre hors de leurs mains ceux qu'elles ont acquis sans son consentement.*

Au premier abord, on pourrait croire que la royauté impuissante reculait devant la stricte application des règles féodales et que la résistance du clergé l'avait contrainte à rapporter en droit une mesure à laquelle, en fait, il refusait de se soumettre. Mais, avec plus d'attention, on découvre la profonde habileté politique du roi. Philippe le Hardi ne veut rien brusquer. Il a besoin d'argent. Au lieu de s'attarder à des poursuites qui ne rempliront pas les caisses de son Trésor, il renonce à percevoir une finance sur les terres amorties déjà par trois seigneurs. Et, comme il doit encore compter avec la puissance de ses barons, il leur conserve le droit d'amortissement. Mais, en revanche, il déclare qu'il lui est dû une finance pour toutes autres acquisitions faites depuis vingt-neuf ans.

Nous pensons avec M. Langlois et contrairement à Henrion de Pansey², qu'il ne faut pas voir dans cette Ordonnance le

¹ Ord. 1275 (*Ord. rois de France*, t. I, p. 303-304).

² *Dissertations féodales*, verbo AMORTISSEMENT.

premier coup porté à la prérogative des seigneurs. Elle était plutôt destinée à assurer l'intégrité primitive de l'édifice féodal. Mais il fallait que la royauté eût conquis indiscutablement sa place au sommet de la hiérarchie féodale pour déclarer que l'amortissement était l'apanage du roi souverain fief-feux du royaume. Comme nous l'avons déjà dit, ce n'était pas là une innovation théorique. « Ce droit, le prince l'avait toujours eu en vertu des principes essentiels de la Constitution féodale. Seulement, en 1275, il fut dégagé, formulé et exercé pour la première fois ¹. »

L'Ordonnance ne devait être d'ailleurs qu'une mesure provisoire, une pierre d'attente. Philippe III eut bien soin de réserver l'avenir : *Nous entendons que la présente Ordonnance ait seulement lieu pour le temps passé et non pour le temps à venir, Nous réservant à y pourvoir selon que le cas y échoira; et notre intention est encore de ne point comprendre dans la présente Ordonnance les aliénations qui pourraient Nous être à l'avenir tellement préjudiciables qu'elles ne doivent point être tolérées.*

Les dispositions que nous venons d'analyser concernent seulement les fiefs et les censives qui tombent en main-morte.

Nous allons examiner maintenant celles qui concernent les alleux, et qui ont, au point de vue qui nous occupe, la plus importante signification. Voici ce que dit en effet l'Ordonnance : « Si les églises ont fait des acquisitions *en alleux* » dans les terres, fiefs ou arrière-fiefs du roi, nous voulons » que, pour les acquisitions faites à titre d'aumône ou de » donation, elles nous payent l'estimation des fruits d'une » année; que, pour les acquisitions faites à titre non gratuit,

¹ Ch. Langlois, *Le règne de Philippe III le Hardi*, p. 206 et suiv.

« elles payent l'estimation des fruits de deux ans, si elles
« aiment mieux conserver les choses ainsi acquises que de
« les mettre hors de leurs mains¹. »

Comment expliquer cette extension de l'amortissement aux alleux ? Pour les alleux il n'y avait pas de droits à payer en cas de mutation et il ne pouvait être par conséquent question d'*abrégement* et d'*amortissement*. En cherchant bien, voici l'explication subtile que nous en pourrions donner : Les alleux dont il s'agit ici étaient situés dans le domaine royal et se trouvaient par suite soumis à la haute justice du roi. C'était donc au roi qu'appartenaient les droits de justice et notamment le droit de *confiscation* et le droit de *déshérence*. Ce dernier droit était entièrement perdu quand l'Eglise devenait propriétaire. Il y avait donc une sorte d'abrégement de l'alleu qui pouvait dans une certaine mesure donner ouverture à un droit d'amortissement. Seulement comme cet abrégement était évidemment moindre que l'abrégement des tenures seigneuriales amorties, la taxe devait être moins forte pour un alleu que pour un fief ou une censive². Mais la royauté ne songea certainement pas à justifier sa mesure par de telles subtilités. Elle avait besoin d'argent et il ne faut voir dans l'extension de l'amortissement aux alleux qu'un moyen rapide pour les rois de se procurer des subsides. Néanmoins, c'est dans cette innovation que se trouvent les premiers germes de l'incapacité de l'Eglise. Bien plus tard, au xvi^e siècle, la théorie de Bacquet, qui fait remonter cette incapacité aux « anciens statuts du royaume », fausse en ce qui concerne les fiefs et les censives, sera vraie à l'égard des alleux.

¹ Ord. 1275, § 5.

² V. Chénou, *Etude sur l'Histoire des Alleux*, p. 70.

Disons en terminant, que l'amortissement prenait désormais une physionomie propre ; il se distinguait nettement de l'indemnité. Le roi en réclamait l'acquittement sans s'inquiéter de ce que l'Eglise avait déjà dû payer aux seigneurs (sauf, nous l'avons vu, pour les terres affranchies par trois seigneurs au moins). Si, dans la suite, l'Eglise réussit à établir entre l'amortissement et l'indemnité une confusion favorable à ses intérêts, il n'en est pas moins vrai que le principe de la distinction avait été posé dans l'Ordonnance de 1275.

Dans les années qui suivent, les dispositions touchant notre matière se multiplient.

Dès l'année 1277 il devint nécessaire de déterminer quels étaient ces barons auxquels l'Ordonnance de 1275 entendait conserver une prérogative exceptionnelle. Tous ceux qui portaient bannière à la guerre, et notamment les évêques, prétendaient en jouir. L'ordonnance nouvelle déclare que ce droit d'amortir n'appartient qu'aux *Pairs*. Encore ne peuvent-ils point amortir leur propre domaine ni les fiefs qui relèvent d'eux immédiatement, mais seulement leurs arrière-fiefs. Quant aux seigneurs non pairs, ils ne pourront plus jamais amortir. « *Ordinatum fuit per consilium domini*
« *Regis, Rege presente, quod Archiepiscopus Remensis et*
« *episcopi pares Franciæ, admortire non poterunt domanium suum nec feoda que ab ipsis tenentur immediate,*
« *set sua retrofeoda poterunt admortire ; alii vero episcopi*
« *qui non sunt pares, nec domanium suum nec feoda sua,*
« *nec retrofeoda poterunt admortire*¹. »

Les pairs eux-mêmes ne purent continuer d'amortir qu'à la condition de ne tirer aucun profit des amortissements

¹ *Ord.*, t. I, p. 305 et *Olim* (édit. Beugnot), t. II, xxxii, p. 108.

qu'ils accordaient. *L'auteur des Mémoires anciens* rapporte une ancienne ordonnance latine qui contient cette restriction, mais sans en indiquer la date. Elle est sans doute de Philippe le Bel, car nous en trouvons une application à un cas particulier dans les *Olim* sous l'année 1290. « Cum
 « comes Nivernensis peteret manum seu saisinam domini
 « Regis amoveri a quibusdam rebus feodalibus, ab eo
 « admortitis, aliquibus ecclesiis et aliis piis locis, ac positis
 « in manibus burgensium et aliarum personarum ignobili-
 « lium ; habita deliberacione, responsum ei fuit quod, si
 « aliqua ecclesiis et piis locis caritative admortivit, vel
 « posuit in manibus burgensium vel personarum ignobili-
 « lium, ob renunciationem serviciorum vel ob aliquam
 « aliam gratiam sine recepcione alicujus pecunie, hoc sibi
 « sustinebitur ; set si aliqua admortivit, vel in manibus bur-
 « gensium vel personarum ignobilium posuit pro pecunia,
 « dominus rex utendo jure suo, potest et poterit ad eadem
 « assignare ¹. »

IV

Philippe le Bel ² fit faire un pas de plus à la prérogative royale. Comme son père Philippe le Hardi il déclare n'avoir d'autre but que le bien des églises et le repos de ses sujets, « *pro ecclesiarum utilitate et subjectorum nostrorum quiete* ». Il maintient bien encore l'exception en faveur des barons, mais il leur donne l'avertissement, qu'un jour, ils pourraient être déchus de leur privilège d'amortir, « *sauz pour l'avenir notre droit, salvo jure nostro in casibus futuris* ».

¹ *Olim* (ed. Beugnot), t. II, xxx, p. 309.

² *Ordonnance de 1291* (Ord. I, 322).

Quant aux acquisitions faites par les gens de main-morte depuis 1275, (l'ordonnance de 1275 n'avait, on se le rappelle, statué que pour le passé), il déclare que « les églises ne seront point contraintes de mettre hors de leurs mains les héritages qu'elles avaient acquis à *titre gratuit*, sans son consentement, et sans le consentement de ses prédécesseurs, en lui payant en argent la valeur des fruits de quatre années, si ces héritages étaient situés dans ses fiefs ou dans ses censives et s'ils étaient situés dans ses arrière-fiefs ou dans ses arrière-censives, en lui payant la valeur des fruits de trois années ».

Pour les acquisitions à *titre onéreux*, il réclamait la valeur de six années des fruits, au cas d'héritages situés dans ses fiefs et dans ses censives, et de quatre années au cas d'héritages situés dans ses arrière-fiefs et ses arrière-censives. La valeur des fruits de deux ans seulement était exigée pour les héritages acquis dans les alleux situés dans ses fiefs et ses arrière-fiefs, si l'acquisition était à titre gratuit. Le taux était du double, au cas d'acquisition à titre onéreux.

L'ordonnance s'occupait en dernier lieu des fiefs acquis par des roturiers, avec abrégement de services et hors des terres des barons du roi. Elle statuait que ces roturiers devaient payer au roi la valeur de trois années de fruits et le dédommageraient encore, au dire de Prudhommes, à cause de la détérioration des fiefs et des arrière-fiefs, à moins toutefois que les roturiers qui avaient acquis des arrière-fiefs n'eussent obtenu ces abrégements de trois seigneurs.

Remarquons qu'à l'égard des églises l'ordonnance de 1291 ne s'expliquait point sur la validité des amortissements accordés par trois seigneurs. Par cette omission volontaire, le roi entendait bien que les seigneurs qui n'étaient

pas barons ne pourraient plus désormais accorder des affranchissements de terres aux corps ecclésiastiques.

Cette ordonnance avait, dans la pensée de son auteur, le même caractère provisoire que celle de 1275. Il y est dit dans des termes identiques : « Nous entendons que la présente ordonnance ait seulement lieu pour le temps passé et non pour le temps à venir, nous réservant à y pourvoir selon que le cas y écherra. Et notre intention est encore de ne point comprendre dans la présente ordonnance les aliénations qui pourraient nous être si préjudiciables qu'elles ne doivent aucunement être tolérées. »

C'est non seulement en ce qui concerne les fiefs et les censives, mais aussi en ce qui concerne les alleux, que l'ordonnance de 1291 marquait un progrès sur celle de 1275. En effet, Philippe le Bel confirme l'ordonnance de son père pour les acquisitions faites par l'Eglise, de 1245 à 1275 dans les terres, fiefs et arrière-fiefs du roi *et même dans ses alleux*, ce que ne disait pas l'ordonnance de 1275¹. Quant aux acquisitions faites postérieurement à 1275 dans les alleux situés sur les terres, fiefs ou arrière-fiefs du roi, le droit d'amortissement est doublé ; il est fixé à l'estimation des fruits de deux ou quatre ans, suivant que l'acquisition est à titre gratuit ou onéreux (§ 7 et 8).

Les Eglises n'acceptèrent pas sans murmurer ces nouvelles dispositions. Le roi se plaignit peu après, dans une déclara-

¹ Ord. de 1291, § 2. « Rursus pro rebus et possessionibus aliis quas
« acquisierunt Ecclesiæ in terris, feodis, retrofeodis, censivis, *vel allodiis*
« *nostris*, sine nostro, vel predecessorum nostrorum assensu a triginta
« annis *citra*, usque ad diem constitutionis super hoc edite per inclite
« recordationis Dominum genitorem nostrum Philippum Dei gratia Regem
« Francorum, financiam fieri et recipi volumus, secundum formam consti-
« tutionis prelibate. » (*Ord. Rois de France*, t. I, p. 323.)

tion, de ce que certaines églises prétendaient avoir le droit d'acquérir des alleux sans être sujettes à en payer finance. Il décida qu'« un tel usage devait être réputé un abus, les églises dont il s'agit devraient payer finance pour les alleux comme pour les fiefs et arrière-fiefs, selon le mode prescrit par l'ordonnance, et ce, nonobstant l'usage contraire¹ ».

Cette ordonnance était avant tout une mesure fiscale. Mais les finances d'amortissement ne suffisaient pas à remplir le trésor du roi, alors engagé dans la guerre de Flandre. Sans cesser d'altérer les monnaies, Philippe obtint du pape Clément, qui lui devait son élection, la permission de lever des décimes sur le clergé. Et c'est pour en hâter le paiement qu'en 1303 et 1304 il amortit gratuitement toutes les acquisitions faites par les gens de mainmorte².

La même grâce fut accordée en 1315, par le fils de Philippe le Bel, Louis le Hutin, à cause de ces décimes.

Nous ne ferons que mentionner les lettres du 24 février 1316 par lesquelles Philippe le Long, sans égard pour les amortissements généraux consentis par ses prédécesseurs, contraint les églises de rapporter les fruits des biens non amortis depuis le commandement qui leur aurait été fait de

¹ Déclaration Royale, § 7. « De *allodiis* autem, quæ ab ecclesiis quibusdam absque prestatione finantie consueverunt, ut dicebatur, acquiri, quia usus seu consuetudo hujusmodi potius est censendus abusus, de *ipsis allodiis*, sicut de feodis, retrofeodis, financiam secundum modum in ordinatione tradita, usu non obstante predicto, persolvant. » (*Ord. Rois de France*, t. I, p. 305.)

² Voir *Lettres de Philippe IV le Bel*, 15 aoust 1303, adressées à l'Evesque d'Amiens, portant Ordonnance de faire lever une décime dans son diocèse comme elle se payoit dans les autres pour subvenir aux dépenses de la guerre de Flandres et au moyen de cette décime le Roy remet aux Ecclesiastiques le droit d'amortissement de toutes leurs acquisitions (*Ord. Rois de France*, t. I, p. 382.)

les remettre en main laïe, et où de Laurière voit l'origine du droit de *nouveaux acquêts*¹. Nous avons hâte de noter avec l'ordonnance de 1320 un important progrès de la puissance royale.

V

Philippe V se crée de nouvelles ressources en élevant la taxe que payaient les églises et les personnes non nobles. Les églises, dans les *pays de langue de France*, sont taxées à la valeur des fruits de six années, et pour les héritages qu'elles avaient acquis à titre gratuit dans ses fiefs et dans ses censives, et pour ceux qu'elles y avaient acquis à titre onéreux à la valeur des héritages mêmes.

Pour les héritages situés dans ses arrière-fiefs et dans ses arrière-censives, si les églises les avaient acquis à titre gratuit, à la valeur des fruits de quatre années et de *six* si elles avaient acquis ces héritages à titre onéreux. Pour les héritages acquis par les églises dans les lieux où la *Basse Justice* leur appartenait, à la valeur de *trois* années des fruits, à la valeur de *deux* années des fruits pour les fonds acquis à titre gratuit dans les alleux situés dans les fiefs du roi et dans ses arrière-fiefs; à la valeur des fruits de *quatre* années si elles y avaient acquis ces fonds à titre onéreux.

Enfin, quant aux églises qui avaient acquis des terres à titre onéreux dans ses fiefs et dans ses censives, au *pays de langue d'Oc*, où les fonds étaient plus chers, elles sont taxées à la valeur des terres mêmes, et pour toutes les autres acquisitions qu'elles y avaient faites, au double de ce

¹ De l'origine du droit d'amortissement, p. 137.

que les églises devaient payer à l'occasion de semblables acquisitions aux pays de langue de France.

L'ordonnance ne réservait plus la prérogative des barons sanctionnée en 1275 et en 1291.

Ainsi le Pouvoir royal affermi revient peu à peu sur les concessions qu'il s'était vu contraint d'accorder, alors qu'il était encore faible et hésitant. La mesure qui semble avoir été trop brusque, c'est celle qui consistait à demander aux églises la valeur des héritages par elles acquis à titre onéreux dans les fiefs et censives du roi. La demande doit même être considérée comme exorbitante en dehors de toute question de temps et de lieu. Mais ce n'était certainement qu'un moyen détourné pour presser les ecclésiastiques à s'acquitter des décimes promis, le roi devant accorder en retour l'exemption du droit d'amortissement. Nous n'avons pas d'arrêt qui constate l'application de cette Ordonnance. Comme toutes les dispositions trop rigoureuses, elle ne fut pas suivie.

Sur un autre point encore se manifeste le progrès de la prérogative royale. Philippe le Bel, en 1291, n'avait exigé aucune finance pour les biens que les églises pouvaient acquérir dans leurs terres où elles avaient seulement la *Basse Justice*. Philippe le Long taxe ces mêmes biens à la juste valeur des fruits de *trois ans* (Ord. 1320, art 4). Sa prétention était légitime, puisque ces acquisitions, abrégées, diminuaient les hautes justices qui relèvent toutes du roi en fief ou en arrière-fief. Quant aux acquisitions des gens d'Eglise dans leurs fiefs, censives, arrière-fiefs ou arrière-censives, où elles avaient haute et basse justice, le roi se proposait de les taxer plus tard. Mais, pour le moment, elles ne donnaient lieu à la perception d'aucune finance (art. 4).

Cette fois, la royauté ne se contenta pas de restreindre les

pouvoirs des seigneurs et des barons, elle supprime à son profit la faculté que l'Eglise avait eue jusque-là, en sa qualité de seigneur ecclésiastique, de ne point payer le droit d'amortissement quand elle acquérait dans celles de ses terres où elle avait la basse justice. Mais l'Ordonnance ne devait pas plus être obéie sur ce point que sur les autres. Les barons, de leur côté, n'en continuèrent pas moins d'amortir. Rappelons qu'une disposition antérieure ne leur permettait que l'amortissement gratuit ¹.

Quant aux alleux, Philippe le Long confirmait l'Ordonnance de 1291 ².

La royauté ne fut pas d'ailleurs la seule à vouloir imposer une juste limite aux prétentions de l'Eglise. Celle-ci rencontre en maints lieux de la résistance de la part des bourgeois et des villes. Valbonnais, dans son *Histoire du Dauphiné*, rapporte une prohibition adressée par les bourgeois de Metz aux ecclésiastiques, de ne rien acquérir en cette ville : « Item
« ils ont fait un establissement à Mez, que nules personnes
« de Sainte Esglize ne puisse riens acquesteir à Mez ne es
« appartenances ne censes ne rentes, ne possessions, ne
« encore ne puissent donneir ne presteir lors possessions
« à censes, li queile choze est grans gries à toute Sainte
« Esglize³. » (1324.)

La tendance nouvelle se manifeste aussi dans des conventions, interdisant à l'Eglise d'acquérir dans le ressort d'un seigneur ⁴.

¹ V. *Olim* (ed. Beugnot), t. II, xxx, p. 309.

² Ord. de 1320, § 5 (*Ord. Rois de France*, t. I, p. 746).

³ Valbonnais, *Hist. du Dauphiné*, t. II, p. 202, col. I, vers le milieu.

⁴ V. Teulet, *Layettes du Trésor des Chartes*, nos 227, 245.

IV

Les années 1324 et 1326 furent marquées par deux Ordonnances de Charles le Bel. La première était écrasante pour les églises qui, désormais devront payer, pour les alleux acquis dans les terres royales, six ou huit ans de revenus suivant que le titre d'acquisition est gratuit ou onéreux¹. Sur des plaintes très vives du clergé, Charles le Bel abaissa la taxe. Son Ordonnance de 1326 la fixe d'une façon générale à deux ou trois ans de revenus, suivant la nature du titre d'acquisition, sans autre distinction². Mais, en 1328, Philippe de Valois rétablit les anciennes catégories et, de plus, modifia, en cas d'acquisition à titre gratuit, la taxe imposée aux alleux. Jusque-là, elle avait été plus faible qu'en cas d'acquisition à titre onéreux. A partir de 1328, elle devient plus forte : elle est fixée à *quatre* années de revenus. Pour les acquisitions à titre onéreux, le chiffre de trois ans est maintenu³.

Une fois engagés dans cette voie, les rois ne s'arrêteront plus. Ils élèvent le droit d'amortissement⁴. Ils arrivent même à ne plus vouloir l'accepter et à prohiber ainsi certaines acquisitions nouvelles de la part des gens d'Eglise. C'est ainsi qu'en 1370 Charles V rendit, sur la levée du droit d'amortissement dans la ville et viguerie de Béziers, un édit qui défendait à l'Eglise d'acquérir des alleux justiciers et fixait pour les autres la valeur de la taxe d'achat à *huit* années de revenus⁵.

¹ Ord. de 1324, § 5 et 6 (*Ord. Rois de France*, p. 786-787).

² Ord. de 1326 (*Ord. Rois de France*, t. I, p. 797-798).

³ Ord. de 1328, § 5 et 6 (*Ord. Rois de France*, t. II, p. 14).

⁴ Ord. de 1370 (*Ord. Rois de France*, t. V, p. 363).

⁵ Ord. de 1370, § 2.

Avant d'aborder l'étude de l'Ordonnance de 1372, il nous reste à dégager la véritable signification des monuments législatifs dont nous venons d'analyser les dispositions.

Malgré l'assurance renouvelée qu'ils ne sont guidés que par « l'utilité des Eglises et le bien de leurs sujets », les rois n'ont au fond qu'un but : se procurer de l'argent. S'ils s'adressent surtout au clergé, c'est que seul, à cette époque, il possédait d'importants revenus. Certes, en ce qui concerne les fiefs et les censives, le droit d'amortissement avait un fondement équitable. Sous le régime de la propriété féodale, il y avait, en effet, pour chaque domaine plusieurs co-propriétaires, et aucun d'eux ne pouvait porter préjudice aux autres. Avec le temps et l'appui des « chevaliers-ès-lois », le roi est arrivé à se faire tenir pour le chef suprême de la hiérarchie foncière, et il est admis que tous les fiefs relèvent de la couronne. Il subissait donc, dans tous les cas où un de ses co-propriétaires abrégait un fief (par exemple, en le donnant aux églises), une perte dont il fallait l'indemniser. « On ne peut faire du bien aux dépens d'autrui », comme le dit excellemment d'Olive¹.

Le droit d'amortissement ne cessa pas d'être juste, quand les barons en furent dépossédés. Le bon plaisir du roi ne fit qu'abolir une prérogative fondée sur sa seule tolérance. Les seigneurs eux-mêmes ne pouvaient se plaindre d'aucun préjudice, car s'il plut au roi d'établir une taxe d'amortissement, il ne défendit pas aux seigneurs de réclamer une indemnité. Ils conservaient le droit de contraindre les acquéreurs ecclésiastiques à vider leurs mains, à moins de s'acquitter envers eux de cette indemnité. Ils demeuraient donc toujours hors la dépendance du roi.

¹ *Questions notables*, liv. II, ch. xii.

Mais une pareille justification n'existe pas pour l'extension de l'amortissement aux alleux. Elle nous montre, au contraire, sans détour, la prétention de la royauté de faire de l'amortissement un droit régalien. L'Ordonnance de 1328, qui établissait pour les acquisitions d'alleux à titre gratuit une taxe plus élevée que pour celles à titre onéreux, marque une tendance très nette de nos rois à empêcher l'accroissement des propriétés de mainmorte qui prenaient un développement chaque jour plus considérable. C'est ainsi que l'idée d'incapacité de l'Eglise commence à se faire jour. Nous allons la suivre dans ses étapes.

CHAPITRE IV

AMORTISSEMENT PAR LE ROI SOUVERAIN

Ordonnance de 1372. — Amortissement par les Églises des fiefs acquis dans leurs territoires. — Ordonnance de 1402. — Les seigneurs peuvent-ils contraindre la main-morte à vider ses mains après l'amortissement du Roi ? Opinion de Dumoulin. — Solution des coutumes. — L'indemnité et l'amortissement. — L'amortissement éteint-il la directe ? — L'amortissement affranchit-il le fief de tous droits et devoirs féodaux ? opinion de Dumoulin, solution des coutumes. — Extension par la doctrine de l'amortissement aux alleux. — Conclusion.

I

L'Ordonnance de 1372 jeta les fondements de la conception moderne de l'amortissement. Déjà, par lettres du 24 février 1372¹, Charles V avait prescrit que *les finances dues pour les francs fiefs, les Amortissements et droits seigneuriaux ne pourraient être reçues que par les Baillis et Sénéchaux ou par les Receveurs royaux et que les lettres d'amortissement seraient vérifiées et registrées en la Chambre des Comptes*. Le 8 mai de la même année, Charles V fit une Ordonnance portant *instruction pour la conservation des droits de souveraineté, de ressort et autres droits royaux dans la ville et baronnie de Montpellier, cédées au Roy de Navarre*². Elle renfermait, mêlé à des dis-

¹ Ord. Rois de France, t. V, 594.

² Ord. Rois de France, t. V, 477.

positions diverses, un article 11 ainsi conçu : « Au Roy seul
« et pour le tout appartient amortir en tout son royaume, à
« ce que les choses puissent estre dictes amorties : Car sup-
« posé que les Pers, barons ou autres seigneurs subgiez du
« Roy, amortissent pourtant comme il leur touche, ce qui
« est tenu d'eulx, toutes voies ne pevent ne doivent les
« choses par eulx amorties avoir effect d'amortissement
« jusques à ce que le Roy les amortisse, mais puet le Roy
« faire contraindre les possesseurs à les mettre hors de leurs
« mains dedans l'an et iceux mettre en son domaine, se il
« ne le sont ; et ainsi li fera ledit Gouverneur se le cas y
« avenoit. »

Certes, cette règle que le roi seul peut amortir et pour le tout était implicitement contenue dans l'Ordonnance de 1320 qui avait omis, à dessein, de réserver le privilège ancien des barons. Mais nous avons dit que cette Ordonnance trouvée trop rigoureuse, ne fut pas observée. C'est d'ailleurs un trait particulier de cette époque de transformations politiques, qu'il soit besoin, pour imposer une loi, d'en prescrire plusieurs fois l'application, tant il était malaisé d'imprimer une direction nouvelle à la pesante machine féodale, tant les seigneurs étaient lents à abdiquer la puissance et l'autorité qui, dans les débuts, les faisaient les égaux du roi. C'est ainsi qu'après 1320 les Pairs accordaient encore des amortissements. La royauté commençait à sortir de l'anarchie féodale. L'amortissement fut un des premiers objets qui attirèrent ses regards et Charles V s'expliqua catégoriquement sur ce point.

Cependant cette prescription ne devait pas échapper au sort des précédentes. On la discuta vivement et on s'efforça d'en limiter l'application.

Cette disposition générale qui faisait de l'amortissement

une prérogative régaliennne est bien reproduite par la *Somme rurale* qui constate le droit nouveau en ces termes : « Or
« sçachez qu'amortissement est tant faire au seigneur sou-
« verain et au seigneur sujet de qui la chose qu'on veut
« amortir est tenue, qu'ils soient consentants tant que la
« chose soit, qu'elle puisse demeurer à tousjours sans re-
« devance quelconque, et de ce avoir lettres ou chartres du
« souverain et du consentement du seigneur moyen. Et de
« lors en avant n'y chet ny ne peut jamais le seigneur,
« quelque droicture ne quelque exploit amende ne confis-
« cation faire ne avoir, mais demeure à l'Eglise sans autre
« service ne droicture à autre seigneur lay ne temporel de
« quelque chose¹. »

Mais Jacques d'Ablège, qui rédigea le *Grand Coustumier de France* entre 1385 et 1389, parle encore de l'amortissement par les seigneurs hauts justiciers : « Amortissement
« est congé ou octroy que faict *aucun hault justicier* à per-
« sonne ou gens d'église de tenir aucun héritaige en leur
« main à perpétuité sans ce que par icelluy hault justicier
« ne autre ayant cause de luy ilz puissent doresenavant
« estre contraires à le mettre hors de leurs mains. Et par ce
« appert que cest héritaige amorti car cest héritaige duôl les
« octroy est donné.

« *Quæritur* si l'amortissement peut être faict par
« autre seigneur que par le Haut Justicier ou le dict com-
« mandement de mettre hors, etc... comme serait par le
« seigneur foncier ou bas ou moyen. Respondetur que veu
« ledict commandement de mettre hors, etc... la coustume
« en cas d'amortissement tant au seigneur foncier comme au
« bas et moien justicier et par eulx peut estre faict ledict

¹ Bouteiller, *Somme rurale*, I, 84.

« commandement à eulx appartient aussi bien que au hault
« justicier et s'il est ainsi que le hault justicier les amortisse.
« Il demourera le droit des dicts autres seigneurs sauf. Et fault
« qu'il soit par chascun amorti ou mis hors des mains des gens
« d'église dedens l'an et le jour du commandement ou il
« sera acquis au seigneur qui aura faict ledict commande-
« ment et pour ce que les religieux voluntiers achètent des
« séculiers héritaiges assis en la terre du Roy et mouvant nu
« à nu de luy par telle manière qu'ilz sont ou seront amortis
« jusques au Roy¹ ».

Il semblerait donc, d'après le *Grand Coustumier*, que l'amortissement par le roi ne devenait nécessaire qu'au cas d'acquisition par les églises d'héritages assis en sa terre et mouvant nu à nu de lui. Le principe de l'Ordonnance de 1372 était manifestement méconnu.

II

Si des prescriptions expresses n'étaient pas observées, on comprend facilement que la lutte se soit engagée sur les points que l'Ordonnance n'avait pas fixés. L'Eglise, plus attachée encore que les seigneurs à la conservation de ses immunités, commençait à s'alarmer de ces réglementations successives d'un droit autrefois entièrement régi par les Coutumes féodales qui lui étaient favorables. Elle combattit une à une les prétentions royales. C'est au nom des règles féodales qu'elle revendiqua le droit d'amortir seule les fiefs acquis dans les territoires qui lui appartenaient. La discussion était possible, puisque l'Ordonnance de 1372 s'était

¹ *Grand Coustumier de France*, liv. II, chap. xxiii, « Des Amortissements ».

bornée à formuler un principe général. Voici l'argumentation juridique sur laquelle s'appuyaient les Corps ecclésiastiques. L'amortissement, disaient-ils, éteint la directe¹; un fief amorti ne relève plus d'aucun seigneur; il devient alleu. L'abrégement de pareils fiefs n'importe nullement au roi. Il a cessé d'en être le seigneur dominant et n'a plus aucun droit à réclamer sur eux. Si donc nous acquérons sous cette mouvance, nous ne lui faisons subir aucun préjudice et nous ne comprenons plus qu'il intervienne pour amortir.

Philippe le Hardi, dans son Ordonnance de 1275, s'était bien gardé de réglementer ce cas : il avait à compter avant tout avec la puissance du Clergé.

En 1304, Philippe le Bel s'expliquait ainsi : « Item quod
« non impediuntur aut inquietabuntur Ecclesiæ super pos-
« sessionibus, seu redditibus emptis, vel emendis, in feodis
« et retrofeodis, aut Censivis suis, in quibus omnimodam,
« altam et bassam habent Justitiamquin possessiones et
« redditus totaliter acquisitos perpetuo tenere valeant,
« absque coactione vendendi, aut extra manum suam po-
« nendi, aut nobis præstandi financias pro eisdem². »

Il était clair que le roi entendait exiger une finance pour les acquisitions faites par les églises dans les terres où elles n'avaient que la moyenne et la basse Justice. Les prétentions des gens de mainmorte n'en continuèrent pas moins d'être fermes, puisque Philippe le Long fut forcé, en 1320, de s'expliquer sans détour : « Pro his vero quæ acquisitæ
« sunt in earum feodis, retrofeodis, censivis et retrocensivis,
« in quibus omnimodam habent justitiam, ac merum ac

¹ En réalité, la directe n'est pas éteinte; elle sommeille, et revivra si le bien sort des mains ecclésiastiques.

² Ord. 1304, § 8.

« mixtum imperium, eas ad præstandum nobis financiam,
 « quoad præsens non volumus compelli, donec super hoc
 « plenius duxerimus ordinandum ¹. »

L'Ordonnance de 1372 n'apportait pas la solution annoncée et les Ecclésiastiques, à la fin du xiv^e siècle, acquéraient encore librement dans les lieux qui leur appartenaient et où ils avaient haute, moyenne et basse Justice. L'article 14 des *Instructions royales faites sur le fait des fiefs et autres choses nobles acquises par les non-nobles et anoblis et aussi des acquisitions non amorties faites par les gens d'église* (1384) était ainsi conçu : « Item et semblablement des choses
 « depuis quarante ans en ça acquises par lesdites gens
 « d'Eglise en leurs fiefs, Censives, Justices, si ce n'est
 « toutes-voyes de choses acquises en leurs hautes Justices
 « dont ils seront tenus en soufrance jusqu'à ce que plus
 « plainement y soit délibéré ². »

La décision royale était encore ajournée et, pendant ce temps, les gens de mainmorte amortissaient les héritages que d'autres gens de mainmorte acquéraient dans les lieux où ils avaient haute, moyenne et basse Justice. Ils alléguaient que les héritages ainsi amortis se muaient en francs-alleux, ne relevant plus de la souveraineté royale.

La question ne fut enfin tranchée que sous Charles VI.

Dans une Ordonnance latine, que de Laurière a démontré être postérieure aux Instructions de 1384, il était ainsi statué : « Pro rebus vero necnon possessionibus, per easdem
 « gentes ecclesiasticas, emptionis, donationis vel elemosyne,
 « seu quovis alio titulo in locis in quibus altam et bassam
 « justitiam se dicunt habere, necnon in feudis ab eis sine

¹ Ord. 1320 § 4).

² *Instructions* 1384; v. de Laurière, *De l'origine du droit d'amortissement*, « Anciennes Ordonnances », p. 32.

« medio tentis, debite probato quòd altam justitiam ex
 « suarum ecclesiarum fundatione vel privilegio Regis, vel
 « suorum Prædecessorum habuerint, æstimatio seu valor
 « duarum annatarum pagabitur : alti vero Justitiiarii sunt
 « censendi, qui raptus, latrocinii, necnon murtri appensati
 « cognitionem habere, et punitionem facere possunt¹. »

C'est en exécution de cette Ordonnance qu'il fut jugé, par un arrêt de 1392, que l'évêque de Langres ne pouvait contraindre les chanoines de sa cathédrale à vuidier leurs mains des héritages qu'ils avaient acquis dans sa haute Justice et qu'il n'avait pas non plus le droit d'exiger d'eux une finance d'amortissement².

L'Eglise était vaincue. Dorénavant elle ne put conserver que du consentement du roi, sous quelque mouvance qu'elle pût acquérir. Il y avait près d'un siècle déjà que les barons avaient été déchus du privilège d'amortir.

La royauté avait dû ménager le clergé, qui était une redoutable puissance. Mais le désir des richesses de celui-ci ne suffit pas, à notre avis, pour expliquer sa longue résistance. Il est facile de comprendre, en effet, que le clergé et même les jurisconsultes aient pu ne pas saisir le sens de l'innovation de 1372. Il n'entrait pas dans les esprits que le roi pût parler à un titre autre que celui de souverain fief-feux du royaume, alors qu'apparemment l'organisation politique était restée la même.

¹ V. De Laurière, *De l'origine du droit d'amortissement*, « Anciennes Ordonnances », titre I, *De financia francorum feudorum et novorum questuum*, art. IV, p. 50.

² « Per arrestum fuerunt recepti Decanus et Capitulum Luigonense « contra Episcopum Luigonensem, ad proponendum, quod possessiones « poterant acquirere, et tenere res immobiles in alta justitia dicti Epis- « copi, absque admortisatione ipsius facienda, nec poterat ipsos astrin- « gere ad ponendum eas extra manus suas propter admortisationem non « factam, vel financiam non solutam. » (Joannès Gallus, q. 311.)

III

Si le principe nouveau ne fut pas généralement compris, à plus forte raison n'aperçut-on pas les conséquences qui en découlaient logiquement. Puisque le roi n'amortissait plus en tant que suzerain féodal suprême, mais en tant que *souverain*, la taxe d'amortissement eût dû être uniforme. Cependant, en l'absence de disposition, la finance n'avait pas cessé d'être proportionnée au degré que chaque fief acquis par l'Eglise occupait dans la hiérarchie féodale. Ce fut Charles VI qui, dans des lettres d'octobre 1402, en fixant une taxe uniforme, consacra définitivement ce principe que le droit d'amortir était un attribut de la souveraineté. Il y déclarait que « toutes personnes qui voudraient admortir
« ou obtiendroient Lettres d'Admortissement du Roy, se-
« roient tenus de lui bailler et bailleroient et donne-
« roient reaument et de fait, avant la vérification et enté-
« rinement de leurs dites lettres, au profit et accroissement
« du Domaine, la *tierce-partie* d'autant comme vaudroient
« et monteroient les Terres, rentes et possessions, qu'ils
« voudroient amortir, laquelle tierce-partie seroit assise sous
« le Roy, en sa terre et justice sans moyen¹ ».

Il n'était donc pas fait de distinction, quant au taux de la finance, entre les fiefs acquis par les gens d'Eglise. En même temps, nous devons remarquer que la taxe d'amortissement ne consistait plus, comme sous la législation précédente, en une somme d'argent, mais dans la tierce partie de l'immeuble amorti. Cette disposition est très significative. Elle nous montre que, déjà, la royauté s'inquiétait du danger public qui devait résulter de l'accumulation progressive

¹ V. *Ord. Roys de France*, t. VIII, p. 546.

des terres aux mains ecclésiastiques. Le tiers de tous les immeubles donnés à l'Eglise, ou achetés par elle, était donc remis dans le commerce. Mais les communautés pensaient comme leur terre et ne se conformèrent point à cette prescription de l'ordonnance. Seule la règle : *Au roy seul appartient d'amortir*, demeurait incontestée.

IV

Toutes les difficultés n'étaient cependant pas résolues. Les ordonnances s'étaient bornées à établir des principes généraux, et soit que nos rois n'aient touché qu'avec timidité aux questions intéressant le patrimoine ecclésiastique, soit qu'ils aient, à dessein, abandonné aux jurisconsultes le soin d'édifier la théorie juridique de l'amortissement, ils n'avaient point parlé de ses effets. Il n'était pas indifférent de savoir si, malgré l'amortissement accordé par le roi, les seigneurs immédiats conservaient le droit de contraindre les églises à « vuidier » leurs mains des biens par elles acquis et à les remettre dans le commerce. Ce point restait obscur quoique, inversement, il fût généralement admis, dès le xiv^e siècle, que le roi, en sa qualité de souverain, pouvait forcer l'Eglise à remettre en main laïque les héritages qu'elle avait acquis, malgré les seigneurs, même Pairs. Vers le milieu du xvi^e siècle, au temps où écrivait Dumoulin, la question était encore controversée. Cependant, voici la solution qui découlait clairement des principes. L'Ordonnance de 1372, en faisant du droit d'amortissement une prérogative régaliennne, l'avait nettement distingué de l'indemnité due aux seigneurs. Dès lors, il importait qu'ils reçussent satisfaction comme le roi. Leur pouvoir de forcer les églises à remettre en main

laïque devait rester entier, tant qu'ils n'avaient pas été indemnisés du préjudice certain que leur causaient les acquisitions par les corps de mainmortables. Dumoulin, qui était un ennemi acharné de la féodalité, mais dont les tendances particulières n'égarèrent jamais le sens juridique, condamne les auteurs qui pensaient que les seigneurs ne pouvaient plus contraindre la mainmorte à « vuidier » ses mains quand elle avait obtenu des lettres d'amortissement du roi.

« Unde si Ecclesia impetravit amortizationem a Rege in
 « forma plenissima, sive ante acquisitionem sive post, ta-
 « men si res acquisita movetur feudaliter vel censuarie ab
 « alio quam a Rege, poterit ab illo præcise cogi vacuare
 « manum suam. Audivi tamen nonnullos in hoc puncto
 « contradicere. Causantes amortizationem non esse inferio-
 « rum, sed esse solius Regis : et quod res semel amortizata
 « a rege, est amortizata, respectu omnium inferiorum,
 « inferentes quod Ecclesia habens amortizationem a rege
 « non potest cogi ab inferiore ad vacuandum manum suam,
 « sed inferior dominus directus præcise tenetur accipere in-
 « demnitatem pro modo sui interesse. Sed, ut verum dicam
 « tanquam ad pauca advertantes paralogisantur, quia verum
 « est quod amortizatio in potiori et pleniori significato
 « sumpta pro interesse publico solius regis est, sed per
 « hoc non tollitur quin etiam inferioribus jure proprio
 « et privato competat, ut prædia ab illis dependentia non
 « deferantur in manum mortuam suo eorum consensu quod
 « est de jure. Igitur rex non potest nec intelligitur illis
 « non vocatis præjudicare et eorum juri derogare. Nec inve-
 « nitur quod a regia majestate emanaverit aliqua amortiza-
 « tio in præjudicium tertii non vocati nec consentientis¹. »

¹ *Commentaire de l'ancienne coutume de Paris*, tit. I, § 51, Glose II, verbo. JOUER DE SON FIEF, n° 97.

Chasseneux (*Cons. et Burgund.*, titre de Cens, § 19, glose I, n. 54) exprimait la même opinion. Ainsi qu'il appert du texte de Dumoulin, elle prévalait dans la pratique puisqu'il affirme que, jusqu'à son époque, il n'y avait pas d'exemple d'une église qui eût conservé des immeubles malgré les seigneurs, bien qu'elle pût présenter des lettres royales d'amortissement. Et sur quoi, ajoute Dumoulin¹, pourrait-on s'appuyer pour accorder au roi un droit si exorbitant? Ce n'est pas assurément sur l'intérêt général. Sans doute, il est des cas où le roi peut obliger les seigneurs à laisser les églises acquérir sous leur mouvance, par exemple s'il s'agit de l'emplacement d'une église paroissiale, de la fondation d'un collège, d'un hôpital, en un mot, toutes les fois que l'utilité publique demande le sacrifice de l'intérêt privé. Mais peut-on parler d'utilité publique, d'intérêt général, quand il s'agit de l'accroissement pur et simple du patrimoine ecclésiastique? N'y a-t-il pas, au contraire, de puissantes raisons pour soutenir les seigneurs contre les églises : *quod enim horum monasteriorum multiplicatio et ampliatio reipublicæ damnosa sit, ipsa jam rerum satis patefecit experientia?* (*Id.*, n° 98, *in fine.*)

Dumoulin et Chasseneux avaient raison en droit. Il importe néanmoins de constater la nouveauté de l'opinion qu'ils combattaient, et qui décelait un commencement de transformation dans la manière de comprendre l'amortissement. Ceux qui pensaient, en effet, que les seigneurs ne pouvaient plus contraindre la mainmorte à « vider ses mains » quand elle avait obtenu des lettres d'amortissement du roi, semblaient fonder le droit d'amortissement sur l'idée d'utilité générale dont le roi est seul juge. Cette

¹ *Commentaire de l'ancienne coutume de Paris*, tit. I, § 51, Glose II, verbo JOUER DE SON FIEF, n° 98.

idée nouvelle, étouffée au temps de Dumoulin, va bientôt triompher.

V

Nous connaissons la doctrine de Dumoulin. Il est maintenant intéressant de rechercher quelle solution adoptèrent les Coutumes¹ qui furent rédigées au xvi^e siècle. Treize coutumes seulement contiennent des dispositions touchant le droit d'amortissement.

La seule coutume de Bretagne est conforme aux conclusions de Dumoulin. L'article 368 en est ainsi conçu : « Gens
« d'église et autres de mainmorte ne se peuvent accroistre
« en fief qui se gouvernent séculièrement pour les amortir
« sans la volonté de ceux de qui ils sont tenus et l'auctorité
« du prince *lequel et non autre* les peut admortir. Et ou
« ils ne seraient admortis seront tenus (le seigneur le requé-
« rant) dedans trente ans en vuidier leurs mains ou bailler
« homme vivant, mourant et confisquant. Et, après lesdits
« trente ans, ne pourront estre contrainsts que à l'indemnité
« par le Seigneur autre que le Roy. »

¹ Que subsistait-il dans les coutumes rédigées au xvi^e siècle de l'ancien état de choses touchant l'indemnité et l'homme vivant et mourant ? — Dans la majorité des coutumes, lorsque la mainmorte acquiert un immeuble féodal, elle doit au seigneur un homme vivant et mourant, et en outre une indemnité pécuniaire dont elles fixent le montant (Ex. : Bar, 10; Auxerre, 8; Melun, 29 et 30). D'autres coutumes au contraire ne fixent pas l'indemnité (Ex : Normandie, 140; Berri, 53; Châlons, 208 et 209; Laon, 209).

Quelques coutumes sont muettes sur l'indemnité et n'exigent que la prestation d'un homme vivant et mourant (Ex : Montfort, 47; Orléans, 41). D'autres enfin, réclament un homme vivant, mourant et confisquant (Ex : Monfort, 47; Bar, 10; Laon, 209).

Nota. — Il y avait des provinces où l'homme vivant et mourant était inconnu (Roussillon et Provence). Comme indemnité on donnait au seigneur un lods de vingt ans en vingt ans ou un mi-lods de dix ans en dix ans.

Mais ce n'est pas dans ce sens que se déterminèrent les autres coutumes. Elles se ressentent de l'influence de ces jurisconsultes qui s'efforçaient par tous les moyens d'agrandir la puissance royale au détriment des seigneurs féodaux. Voici l'article 41 de la *Coutume d'Orléans* : « Si lesdits gens
« d'église ou de mainmorte ne vuident leurs mains desdits
« héritages dedans l'an, en ce cas le seigneur du fief exploi-
« tera l'héritage féodal et en fera les fruits siens jusqu'à ce
« qu'ils aient vuidé leurs mains. Toutefois, si lesdits gens
« d'église ou de mainmorte avaient tenu et joui desdits
« héritages pendant soixante ans *ou qu'ils eussent lettres*
« *d'amortissement*, en ce cas ne seront tenus en vuidier
« leurs mains mais feront bailler et nommer vicaire audit
« seigneur de fief, sans payer proffit ; et dès lors en avant
« par la mort de chacun vicaire, sera dû rachat et proffit
« du fief. »

L'article 67 de la *Coutume de Grand-Perche* n'est pas moins explicite : « Si gens d'église, chapitres, collèges,
« communautés ou autres gens de mainmorte acquièrent
« par achat, don ou autrement, aucuns héritages, rentes
« ou domaines, le seigneur du fief dedans lequel les choses
« sont situées et assises, encore qu'il n'ait que basse justice,
« peut, par ses officiers, faire faire commandement auxdits
« gens de mainmorte, d'en vuidier leurs mains dedans un
« an après ledit commandement, et s'ils n'obéissent, l'an
« et jour passé, ledit seigneur peut faire saisir lesdits héri-
« tages, rentes ou domaines, et faire les fruits siens, jusqu'à
« ce que lesdits gens de mainmorte aient obéi audit com-
« mandement, sans que ledit seigneur soit tenu recevoir
« homme vivant et mourant, *sinon que lesdites choses*
« *fussent amorties par le roi* ; auquel cas ledit seigneur est
« tenu recevoir homme vivant et mourant étant première -

« ment satisfait de son indemnité. » (Voyez, dans le même sens, Châlons, art. 208; Laon, art. 208 et 209; Valois, titre 3, art. 24; Saint-Quentin, art. 84; Ribemont, titre 2, art. 29; Boulounois, art. 55; Blois, art. 109; Mante, art. 43; Bar. art. 10).

Le droit le plus général était donc que l'amortissement du roi commandait aux seigneurs qui ne pouvaient plus contraindre les gens de mainmorte à vuidier leurs mains.

IV

L'idée de Dumoulin devait lui faire éviter toute confusion entre l'amortissement dû au roi et l'indemnité due aux seigneurs. Il dit, en effet, très nettement : « Et est notandum
« quod hæc vulgata vocabula amortizatio et indemnitas
« differunt. Amortizatio est ipsa licentia et *permissio reti-*
« *nendi* immobilia per manum mortuam, sive renunciatio
« et privatio juris cogendi eam ad transferendum in idoneam
« manum. Indemnitas autem est illa pensatio quæ sit et
« præstatur domino pro interesse suo loco jurium utilium
« quæ verisimiliter percepturus erat remanente in priva-
« torum manu quæ sæpe variis mutatur modis quorum
« jurium spe frustatur dominus directus remanente per
« manum mortuam ¹. »

Il y a donc deux finances distinctes. La couronne avait le plus grand intérêt à ce qu'elles ne fussent pas confondues, puisqu'elle était parfois appelée à les percevoir toutes deux. Mais le clergé, dont l'intérêt opposé était de ne payer qu'une

¹ *Commentaire de l'ancienne coutume de Paris*, titre I, Des fiefs, § 51, Glose, II, verbo JOUER DE SON FIEF, n° 68.

fois le droit d'amortissement, s'efforça de maintenir la confusion.

L'argumentation de Dumoulin fut oubliée, et la royauté s'avisa seulement en 1724 de protester contre le dommage qui lui était ainsi causé.

Il nous reste, pour en finir avec la théorie de l'amortissement, à examiner deux questions :

1^o L'amortissement éteint-il la *directe*?

2^o L'amortissement affranchit-il le fief de tous les droits et devoirs féodaux?

VII

1^o L'amortissement éteint-il la *directe*? — Dumoulin condamne catégoriquement ceux qui prétendaient que l'amortissement éteignait la *directe* et faisait du bien un alleu. Les lettres d'amortissement, dit-il, quelle qu'en soit l'étendue, sont sans influence sur la qualité primitive du fief amorti qui demeure, comme auparavant, sous la mouvance de la Couronne. Il ajoute même que le roi, à la différence des seigneurs particuliers, ne peut renoncer à la *directe*. En un mot il tient l'amortissement pour *personnel* et non pour *réel*. « Nota
« quod supremus Rex noster etiam si sit immediatus et sic
« solus dominus directus, non potest plenioram amortiza-
« tionem facere, quam permittendo rem perpetuo a manu
« mortua possideri per seipsam sine vicaria manu, videlicet
« hominis viventis et morientis et sine aliqua alia indemni-
« talis exactione et tunc dicitur res plenissime amortizata,
« remanet tamen erga eum feudalisis vel censualis ut prius,
« cum onere simplicis fidelitatis et solutionis census sine
« alio onere... fidelitatem autem ipsam et directum domi-

« nium remittere vel abdicare non posset, quia ista non esset
 « amortizatio sed expropriatio quæ non potest fieri supremo
 « principe¹. »

Ainsi Dumoulin consacrait par l'autorité de sa science la doctrine que Charles VI avait fait prévaloir contre les gens de mainmorte intéressés à prétendre que l'amortissement éteignait la directe pour pouvoir acquérir librement dans leurs mouvances.

De ce principe que l'amortissement est *personnel* Loisel a tiré très logiquement cette conséquence que : « Terre sortant de mainmorte rentre en sa sujétion de feodalité ou censive². »

VIII

2° L'amortissement affranchit-il le fief amorti de tous les droits et devoirs féodaux ? — L'auteur du *Grand Coustumier de France* s'exprimait déjà ainsi : « Nota que par amortissement, aucun droit des charges comme cens, rentes ou autres servitudes en quoy le dict héritage fut chargé avant l'amortissement ne se mue ne est anulé par les amortissements³. »

Il est vrai que la *Somme Rurale* si souvent en désaccord avec le *Grand Coustumier* donnait un avis contraire : « Or scachez qu'amortissement est tant faire au seigneur souverain et au seigneur sujet de qui la chose qu'on veut amortir est tenue qu'ils soient consentans tant que la chose

¹ Dum. *Commentaire de l'ancienne coutume de Paris*, titre I, Des fiefs, § 51, Glose, II, verbo JOUER DE SON FIEF, n° 99, v. aussi Bacquet, *Du droit d'amortissement*, ch. XLVI.

² Loisel, *Institutes coutumières*, liv. I, titre I, règle LXIX.

³ *Grand Coustumier*, liv. II, chap. XXIII, « Des Amortissements ».

« soit, qu'elle puisse demeurer à tousjours sans redevance
« quelconque, et de ce avoir lettres ou chartres du Souve-
« rain et du consentement du seigneur moyen. Et de lors
« en avant n'y chet ny ne peut jamais le seigneur quelque
« droieture ne quelque exploict, amende ne confiscation
« faire ne avoir, mais demeure à l'Église sans autre service
« ne droieture a autre seigneur lay ne temporel de quelque
« chose ¹. »

Dumoulin distinguait à ce sujet deux espèces d'amortissement : l'un *partiaire* et l'autre *absolu*. Le roi conférait un amortissement absolu quand il avait reçu le prix de la permission de posséder et de tous les droits féodaux. En conséquence il dispensait la main-morte de la prestation de l'homme vivant et mourant. « Dans ce cas, disait Dumoulin, l'Église ne doit que la *fidélité* pour les *fiefs* et le *Cens* pour les *Rotures* ². » En effet, les droits seigneuriaux sont de deux sortes : droits de *quint* et *lods* pour les aliénations par vente ou contrats équipollents à vente ; droit de *relief* pour toutes les autres mutations. Lorsque le roi, en tant que souverain, accorde aux Églises le droit de conserver les immeubles par elle acquis, il met ces immeubles hors du commerce, et la taxe d'amortissement qu'il se fait payer représente les droits qu'il aurait perçus par la suite, lors des mutations entre vifs, si le bien était resté dans le patrimoine d'une personne privée. Mais il n'entend pas renoncer en même temps au rachat dû lors des mutations par décès. Car, pour représenter les fiefs qui appartiennent à des personnes morales, on exige un *vassal fictif* dont la mort donne ouverture au droit de relief. Si donc le Roi n'a pas, dans ses

¹ *Somme Rurale*, I, titre LXXXIV.

² Dumoulin, *eodem loco*, n° 99.

lettres, expressément affranchi l'Eglise de ce droit de relief, ou si la finance d'amortissement ne représente évidemment que les droits de mutations entre vifs (comme c'est l'ordinaire pour les amortissements généraux), elle devra fournir l'homme vivant et mourant au décès duquel elle acquittera l'hommage et le relief.

Lorsque le Roi amortissait dans ses mouvances, il pouvait, selon son bon plaisir, affranchir les gens de mainmorte de tous droits et devoirs seigneuriaux ou s'en réserver quelques-uns à son choix. Dans ce cas, on comprend qu'il n'y ait pas de réponse générale à notre question. Les termes des Chartes d'amortissement pourront renseigner sur l'effet plus ou moins étendu de l'amortissement. Aussi les Coutumes ne visent-elles point cette hypothèse. Mais quelle solution donnerons-nous en ce qui concerne les fiefs mouvants de seigneurs particuliers? Des auteurs prétendaient que l'amortissement du Roi affranchissait les Eglises de tous droits seigneuriaux. Dumoulin combattit cette opinion et avec raison. Les fiefs, en effet, sont patrimoniaux¹; le Roi ne peut disposer du patrimoine de ses sujets, et il en eût disposé s'il avait dispensé les Eglises de s'acquitter envers les seigneurs des droits que leur accordait la législation féodale.

Les Coutumes contenaient la même solution. L'article 41 de la *Coutume d'Orléans* porte : « Toutefois si lesdits gens « d'église ou de main-morte avaient tenu et joui desdits hé-
« ritages pendant soixante ans, ou qu'ils eussent lettres
« d'amortissement, en ce cas ne seront tenus en vuidier leurs
« mains, mais feront bailler et nommer vicaire audit sei-
« gneur de fief, sans payer profit et dès lors en avant par la

¹ « Tous fiefs sont patrimoniaux et se peuvent vendre et engager sans le consentement du seigneur; et en sont les héritiers saisis. » (Loisel, *Institutes coutumières*, livre IV, titre III, règle I).

« mort de chacun vicaire, sera dû rachat et profit du
« fief. »

La *Coutume du Grand-Perche* disait de même (art. 67) :
« ... sans que ledit seigneur soit tenu recevoir homme vivant
« et mourant sinon que lesdites choses fussent amorties par
« le Roi, auquel cas ledit seigneur est tenu recevoir homme
« vivant et mourant étant premièrement satisfait de son
« indemnité ». (Voy. Châlons, art. 208, Mante, art. 43.)

XI

Il a donc fallu une lutte de deux siècles pour arriver à distinguer dans le roi le *Souverain* et le *Suzerain* et établir que les amortissements relèvent de la *Souveraineté* bien plus que de la *Suzeraineté*. »

Masuer, et surtout Dumoulin au xvi^e siècle faisaient de l'amortissement un acte de police générale : « Et nota quòd
« prædicta habent locum nedum in rebus feudalibus, cen-
« suariis vel emphyteuticis, aut similibus quæ ex natura
« sua non debent in alios transferri : sed etiam in rebus
« *alodialibus*, francis et liberis ab omni onere reali et
« dominicali, ut etiam testatur *Masuerius* in sua practica
« tit. de præscr. § item si ecclesia Guil. Bene. in rep. C.
« Raynutius in verbo et uxor no. Adela, num. 565. imò
« proprie loquendo istud secundum caput non respicit bona
« feudalìa, censualia hujus modi in quantum talia, quia
« tali respectu non agitur nisi de privato interesse domini
« directi, sive sit privatus, sive sit Rex, tanquam quilibet
« directus dominus in quo secundum omnium etiam Cano-
« nistarum sententiam. certum est et indubitatum quod non
« debent nec possunt in ecclesias vel similia Corpora

« transferri invito domino, ut dictum est supra eod num.
 « 57 sed istud secundum caput respicit publicum et Com-
 « mune interesse ipsius reipublicæ quod æque se habet ad
 « omnia bona immobilia laicorum sive sint feudalia sive
 « *alaudialia* et libera et franca¹. »

C'était la justification après coup d'une innovation déjà ancienne, l'amortissement des alleux. En effet, l'intérêt général qui servait désormais de fondement juridique à l'amortissement, commandait au roi de surveiller les acquisitions d'alleux par les églises, comme les acquisitions de fiefs et de censives.

Masuer constate aussi la nécessité de l'amortissement pour les alleux en ces termes : « Si l'Eglise a acquis, à titre de
 « legs ou autrement, quelque possession qui soit mouvante
 « du fief ou censive de Monsieur le Duc, *ou bien autre*
 « *chose allodiale* située en sa juridiction : en ce cas, le
 « prince ou seigneur peut contraindre l'Eglise de la mettre
 « hors de ses mains, et toutefois, si elle l'a possédée par
 « l'espace de trente ans, l'intention du seigneur serait
 « infirmée par le moyen de l'exception, combien que par
 « les ordonnances, le laps de quarante ans soit en cas requis
 « et nécessaire². »

Est-il besoin de faire remarquer que pour les alleux, il ne peut être question des droits seigneuriaux, mais seulement des droits régaliens ?

¹ Dumoulin, *Commentaire de l'ancienne coutume de Paris*, titre I, Des fiefs, § 51, Glose II, *verbo* JOUER DE SON FIEF, n° 92.

² *Pratique*, titre XXII, 21.

V

Nous avons vu que, depuis l'ordonnance de 1275, les rois n'avaient cessé de réclamer l'amortissement pour les alleux. On se rappelle surtout l'Ordonnance de 1328 et celle de 1370. A partir de Charles VI, les ordonnances s'étaient succédé de jour en jour plus rigoureuses sur ce point. Un règlement de 1386 ordonna aux gens d'Eglise, de quelque condition qu'ils fussent, de mettre hors de leurs mains dans l'année toutes les acquisitions faites à un titre quelconque, même dans les alleux : « C'est assavoir, que des
 « choses et possessions que les gens d'église, de quelconque
 « condicion qu'ils soient, religieux ou autres, ont acquis
 « en noz fiefz et censives, arrière-fiefz ou arrière-censives,
 « en quelque degré, ou en *alleux*, soit par titre de dons, de
 « legs ou d'aumosnes, d'achapt ou d'eschange ou autres
 « quelconques, par quelque manière ou condicion que ce
 « soit, senz l'assentiment de nous ou de noz prédécesseurs,
 « espécialement depuis le temps de quarante ans en ça,
 « seront lesditz gens contraints, et leur sera commandé de
 « les mettre hors de leurs mains, senz fraude, dedans un
 « an, etc.¹. »

En 1394, en 1402, en 1408², d'autres ordonnances conçues dans le même esprit, étaient venues prouver péremptoirement que la taxe de mainmorte était définitivement appliquée aux alleux, comme aux fiefs et aux censives.

Il y avait donc trois siècles que l'amortissement avait été

¹ Règlement du 11 février 1385 (v. st.) (*Ord. Rois de France*, t. VII, p. 143).

² *Ord. Rois de France*, t. VII, p. 616; t. VIII, p. 546; t. IX, p. 320, § 12.

étendu aux alleux, lorsque les auteurs vinrent établir théoriquement la légitimité et la nécessité de cette extension. Cet appui doctrinal donné à la pratique déjà longue des ordonnances royales nous révèle un nouveau progrès de l'idée d'incapacité de l'Eglise. Son triomphe est désormais assuré. Bientôt l'opinion publique et les Parlements, achevant l'œuvre de la doctrine, vont permettre à la royauté de la faire prévaloir législativement.

CHAPITRE V

ATTAQUES DIRIGÉES CONTRE LA CAPACITÉ DE L'ÉGLISE

La Réforme. — Les auteurs; Choppin, Bacquet, Déclaration du 19 avril 1639. — Opinion de de Laurière. — Théorie du roi propriétaire des biens ecclésiastiques. — Déclaration de 1724. — Les Parlements. — Les Philosophes.

I

Mais déjà se sont produits deux faits nouveaux qui vont modifier les dispositions du roi envers les gens de mainmorte.

C'est d'abord la deuxième renaissance du droit romain, à laquelle nous avons fait allusion plus haut.

Comme les anciens légistes, mais avec plus de science et d'autorité, les légistes modernes vont constituer le pouvoir royal français, sur le modèle de l'empire romain. Cette fois « le pouvoir central se trouve irrévocablement jeté dans le moule du Bas-Empire. La superstition civile pour l'empire romain qui s'était éveillée en Italie avec les Glossateurs, éclata bientôt en France. Là aussi elle devint une religion politique. Légistes, juges, conseillers, officiers royaux, tous propagent la chimère d'un âge d'or impérial. On veut tout donner au roi parce que dans l'époque sacrée on a tout donné à l'empereur¹. » Les légistes sont les rois du siècle².

¹ Edgar Quinet, Philosophie de l'Histoire de France, *Œuvres*, t. III, p. 380 et 381.

² Charles Appleton, *Coup d'œil biographique sur quelques jurisconsultes français du xvi^e siècle*.

Ce sont eux qui ont fait la royauté absolue de Louis XIV.

L'autre fait, c'est la Réforme. L'esprit critique se développa rapidement. Ceux mêmes qui n'avaient vu qu'à regret s'implanter une religion hérétique commençaient à prendre ombrage de la puissance ecclésiastique assise sur un patrimoine considérable¹. Dumoulin, converti au calvinisme, redoutait (nous l'avons vu plus haut) la multiplication des richesses du clergé. Rabelais, dont le génie profita de la liberté de penser enfin conquise, railla malicieusement *les oyseaux de l'Isle sonnante* (l'Église) *alimentez par tout le monde*. Voulant donner une idée des richesses ecclésiastiques, il dit : *Pour manger les vivres de l'Isle sonnante se fault lever bien matin ; les mangeant ilz multiplient ; les espargnant, ilz vont en diminution*².

Aux Etats Généraux de 1614, le Tiers se plaignit aussi de l'accroissement du domaine immobilier du clergé. Il y voyait un danger social. Pour le conjurer, il demandait que « nulle communauté ecclésiastique et gens de mainmorte ne pussent acquérir d'immeubles si ce n'est pour accroître l'enclos des maisons où ils demeurent, avec connaissance de cause toute-fois vérifiée en Parlement³. »

Les jurisconsultes qui écrivirent sur notre matière, pendant la seconde moitié du xvi^e siècle et pendant tout le xvii^e, subi-

¹ « Ce serait trop diminuer les droits de la souveraineté royale de mettre en avant, que nos Roys ont exempté de leur subjection les terres et les possessions dont ils ont fait présent aux Eglises ou qu'ils ont permis leur être données par leur subjects. Car il est véritable qu'ils ont eu en leur Royaume un souverain Empire, sur tout ce qu'il contient et que toutes les terres soit des Ecclesiastiques, soit des Laïques relèvent médiatement ou immédiatement de leur Couronne. » (Le Bret, *De la Souveraineté*, liv. I, chap. XIII.)

² *Pantagruel*, liv. V, chap. vi.

³ Picot, *Histoire des Etats Généraux*, t. III, p. 482.

rent cette double influence des légistes et de l'esprit critique. Comme la théorie de l'amortissement a été définitivement établie, ce sont surtout les praticiens qui s'en occupent pour en déterminer l'application. Et comme ils sont, d'une part, portés à étendre les pouvoirs du roi et, d'autre part, peu soucieux d'étudier historiquement la législation des siècles précédents, ils propagent cette idée, en partie fausse, que « l'amortissement est une *permission* accordée aux gens de mainmorte d'acquérir des immeubles ». Nous croyons utile de rassembler ici les passages de ces auteurs conçus souvent en termes presque identiques.

Choppin, qui était cependant très versé dans le droit ecclésiastique, écrivait : « Les gens de mainmorte (églises et communautés) sont incapables de tous immeubles nouvellement acquis sans permission et amortissement du roy... Nos Roys ont accoustumé d'amortir les biens temporels de l'Eglise, d'affranchir les ecclésiastiques de la loy et condition des mainmortables, les remestre en état et comme leur donner la possession des biens prétorienne, comme ayant été exhérédés.

« ... Il faut dédommager le roy, car depuis qu'une fois une terre ayant été faicte propre à l'Eglise, elle n'est plus subjec-
 te aux seigneurs temporels au moins étant consacrée et rendue inaliénable ; elle ne rapporte plus de profits de fief et de droicts et émoluments au roy son souverain seigneur, et de qui relèvent tous les fiefs de son royaume directement ou indirectement par moyen : de façon que l'Eglise doit choisir l'un des deux, ou bien de mettre les biens par elle acquis entre les mains de quelques seigneurs particuliers et temporels, ou si mieux aime le prince luy en passer indemnité par le moyen de quelque somme quelle luy paye en argent pour avoir lettres, congé et *permission* de

« *les tenir* par amortissement, comme les interprètes du droit français ont exposé ¹. »

Choppin confond *acquérir* et *conserver* un bien.

Charondas, dit le Caron, n'était pas moins affirmatif :
 « Par l'ancien Droit français, les ecclésiastiques comme
 « gens de mainmorte ne peuvent tenir héritages et biens
 « immobiliers en France, comme appert par les ordonnances
 « de plusieurs Rois de France... Toutesfois, par la bonté des
 « rois ils (les gens de mainmorte) ont obtenu dispense et
 « *permission d'acquérir et posséder* des héritages en France,
 « ce qu'on dict amortir ². »

Mais ce fut surtout Bacquet, avocat du Roi à la Chambre du Trésor, qui contribua à accréditer dans les esprits cette interprétation erronée de nos anciennes ordonnances. Aussi nous retiendra-t-il plus longtemps.

Après avoir déterminé quels sont les gens de mainmorte, il avance que, « par les anciennes Ordonnances et Statuts du royaume, les ecclésiastiques et autres gens de mainmorte ne peuvent tenir héritages ny droicts immobiliers en France, sans permission du roi ³. » Et voici les raisons qu'il donne de cette défense :

La première, c'est que, selon les préceptes de l'Evangile, les ecclésiastiques, à l'exemple des anciens lévites, ne peuvent posséder aucun bien. « *Nolite possidere aurum neque argentum, neque pecuniam in zonis vestris* », dit saint Mathieu ⁴.

La seconde, c'est que les gens d'église et personnes ecclé-

¹ Du domaine de la Couronne de France, liv. I, titre XIII, 4.

² En note du titre LXXXIV de la Somme Rurale de Bouteiller.

³ Traité des nouveaux acquêts, chap. xxv.

⁴ Chap. x, verset 9.

siastiques sont incapables de *tenir* des héritages féodaux par les lois des Feudes.

La troisième, c'est que le roi, les seigneurs féodaux et censiers sont privés de leurs droits de déshérence, de confiscation, de quints, requints, reliefs, rachats, lods et ventes, d'amendes et de saisines, quand les héritages placés sous leur mouvance sont possédés par les gens de mainmorte.

Enfin (c'est la quatrième raison), si on leur permettait d'acquérir librement, ils arriveraient à posséder la plus grande partie des fonds qui sont dans le royaume et les forces que le roi doit tirer des nobles tenant fiefs qui sont tenus d'aller à la guerre, seraient grandement diminués et les roturiers grandement foulés, car le taux des exempts et privilégiés en fait de tailles et de décimes est rejeté sur les non-privilégiés.

Au chapitre xxvi du même Traité, il répète que « les
« corps élus de mainmorte sont tenus de payer un droit de
« nouveaux acquits pour la tolérance de la possession et
« jouissance qu'ils ont eue d'héritages situés en France,
« lesquels, par Ordonnances et anciens Statuts du royaume,
« il leur est prohibé de posséder (qui sont de Saint
« Louis, Philippe le Bel, Charles VII et François I^{er}) ».

Et plus loin. « Le droit de nouveaux acquêts appartient au
« roy seul. Car il est dû à cause de l'*incapacité et inhabilité*
« des gens de mainmorte, à posséder en France aucuns héri-
« tages ni droicts immobiliers, et que le roy seul peut dis-
« penser les gens de mainmorte de cette incapacité et inha-
« bilité... »

Quand il arrive au droit d'amortissement, proprement dit, il le définit ainsi : « L'amortissement est permission, ou
« dispense octroyée par le roi à gens de mainmorte, de
« posséder héritages en France, sans qu'ils puissent être

« contraints en vuidier leurs mains et ce, nonobstant les
 « Statuts et Ordonnances par lesquelles il leur est prohibé
 « tenir héritages au Royaume. En sorte que, par le moyen
 « des lettres d'amortissement, les gens de main-morte sont
 « dispensés et *faits capables* de posséder héritages en France,
 « lesquels ils étaient incapables de tenir. Ainsi dit Petrus
 « Belluga : Amortisatio est in manum mortuam translatio
 « principis jussu (in suo speculo rubrica 14, § videamus¹. »

Cette dernière formule ne laisse plus aucun doute sur sa pensée. « Le roi peut habiliter et rendre capables les gens de
 « main-morte, *combien que de leur chef ils soient incapables* comme il peut rendre capables les étrangers à suc-
 « céder, tenir héritages en France, ensemble les bastards à
 « venir à succession². »

Voilà donc le principe de l'incapacité de l'Eglise nettement proclamé par Bacquet. Sa théorie n'était qu'en partie erronée. Fausse en ce qui concerne les acquisitions de fiefs et de censives, elle était vraie en ce qui concerne les acquisitions d'alleux. Au temps où écrivait Bacquet, l'extension de l'amortissement aux alleux était acceptée sans résistance par la doctrine et la pratique. Et comme cette extension à l'allodialité ne pouvait s'expliquer que par une incapacité primitive de l'Eglise. Bacquet avait sans distinction déclaré les gens de mainmorte « incapables de leur chef ».

Nous devons aussi faire remarquer qu'il donne pour principal fondement de cette incapacité *l'intérêt général du royaume*. Il importe que le clergé ne soit pas maître de la presque totalité du territoire. Les récriminations des écri-

¹ *Du droit d'amortissement*, ch. xxxix.

² *Du droit d'amortissement*, chap. xli.

vains du xvi^e siècle et du Tiers aux Etats Généraux de 1614 avaient donc enfin trouvé un écho dans la doctrine.

L'opinion de Bacquet ne fut pourtant pas adoptée par tous les jurisconsultes. On se souvient que Dumoulin avait très exactement défini l'amortissement « *Amortizatio est ipsa licentia et permissio retinendi immobilia per manum mortuam, sive renunciatio et privatio juris cogendi eam ad transferendum in idoneam manum.* »

Après lui, Loisel distinguait très bien la *Capacité d'acquérir* de la *Capacité de conserver* : « Gens d'Eglise, de communauté et morte-main *peuvent acquérir* au fief, seigneurie et censive d'autrui, mais ils sont contrainables d'en vuidier leurs mains dans l'an et jour du Commandement à eux fait après l'exhibition de leur Contrat¹. »

Le Bret s'attaque directement à Bacquet quand il dit : « Ceux-là se sont grandement trompez qui ont mis en avant que, comme les lévites, de même les ecclésiastiques, estans incapables de tenir aucunes terres ny seigneuries que l'on avait estably le droit d'amortissement sur eux, pour récompense de ce qu'on leur donnait la permission d'en posséder, et de faire des acquisitions : car ce droict n'a esté introduit que pour ce que les terres venants en la possession de l'Eglise, de qui le Roy ne peut recevoir aucun secours, pour les affaires et la conduite de la guerre, l'on a trouvé qu'il étoit raisonnable qu'elle l'indemnissât du dommage qu'il recevait ou qu'elle lui donnast un homme vivant et mourant pour luy payer ses droits et lui rendre les devoirs et les services qui luy sont deubs. Et l'on ne void point que nos Roys ayent jamais empesché

¹ *Institutes coutumières*, liv. I, titre I, 57.

« l'Eglise d'acquérir des immeubles soit par contracts ou
 « testamens lorsqu'elle a voulu satisfaire à cette condition :
 « qui est un signalé tesmoignage tant de leur piété et de
 « l'affection qu'ils luy portent que de leur prudence à con-
 « server les droits de leur Couronne¹. »

Néanmoins, l'interprétation de Bacquet prévalut. La Déclaration de Louis XIII du 19 avril 1639 la reproduit. Le préambule de cette déclaration nous intéresse parce qu'il donne en résumé l'idée que se faisait la Royauté de l'amortissement. Il était naturel qu'elle adoptât le sentiment de ceux qui, dans le désir immodéré d'affermir sa souveraineté, allaient jusqu'à exagérer sa puissance passée.

« Louis par la Grâce de Dieu, Roy de France et de Navarre,
 « à tous ceux qui ces présentes verront, salut. Personne ne
 « doit ignorer que les admortissements que nous accordons
 « aux Ecclésiastiques, Bénéficiers, Communautéz, et autres
 « gens de main morte pour les terres, héritages, et autres
 « biens immeubles qu'ils possèdent à quelque titre que
 « ce soit, dont par les anciennes ordonnances ils sont du
 « tout incapables, ne soient de pures grâces que nous leur
 « concédons : nous estant loisible, si nous le voulions, de
 « les contraindre à vuider leurs mains desdites possessions,
 « dans l'an et jour de leurs acquisitions, et à faute de ce
 « faire de les réunir à nostre domaine. Et comme par le
 « moyen de ces admortissements nous demeurons pour
 « toujours privez des droicts royaux et seigneuriaux qui
 « nous appartiendraient, à cause desdites possessions : il
 « est expressément porté par les mesmes anciennes ordon-
 « nances ; qu'il sera distrait à nostre profit une partie des
 « dits héritages et bien admortis, ou qu'il nous sera payé

¹ *De la Souveraineté*, liv. I, ch. XIII.

« finance équipolente à la valeur d'iceux ; sans laquelle
 « condition les dits amortissements sont déclarez nuls
 « comme contraires aux lois fondamentales de l'Estat et à
 « la conservation de nostre Domaine, qui a tousjours avec
 « raison esté tenu comme il est, inviolable et sacré.
 « Cette puissance d'amortir a de mesme esté jugée telle-
 « ment inséparable de nostre Dignité Royale et souveraine
 « que sans contredit il n'y a que nous seuls qui départions
 « cette grâce comme et ainsi qu'il nous plaist ; d'où s'est
 « ensuivy que le droict n'en appartient aussi qu'à nous
 « seul : sans que l'on puisse alléguer aucune prescription
 « ny possession immémoriale contre la demande que nous
 « en pouvons faire toutefois et quantes que nous le vou-
 « lons¹. »

Plus loin, le roi déclare que, voulant traiter les églises favorablement il se contentera du droit d'amortissement. L'Ordonnance de 1402 qui fixait la finance d'amortissement pour toutes les acquisitions de l'Eglise sans distinction à la tierce partie d'autant comme vaudraient les terres, rentes et possessions, laquelle tierce partie serait assise sous le roi en sa terre et justice, sans moyen, n'avait pas été observée. Pressé par le besoin d'argent, Louis XIII renonçait au principe de la taxe unique. Distinguant les fiefs, les rotures, les mouvances immédiates de la Couronne et ses arrière-mouvances, il fixe le droit au tiers pour les fiefs et au cinquième pour les rotures sous sa directe immédiate, au cinquième pour les fiefs et au sixième pour les rotures de la mouvance des seigneurs particuliers. La prescription de

¹ Néron et Girard, p. 573, *Edicts et Ordonnances des Roys François I^{er}, Henry II, François II, Charles IX, Henry III, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV sur le fait de la Justice et abréviation des procez.*

quarante et un ans n'était plus admise et l'ordre fut donné aux agents royaux de rechercher tous les biens acquis par les ecclésiastiques depuis l'année 1520. Mais des difficultés s'élevèrent à l'occasion de cette recherche. On avait de la peine à distinguer les biens acquis avant 1520, de ceux acquis depuis. Pour se soustraire à toutes vexations, le clergé assemblé à Mantes offrit au roi de se libérer définitivement en lui versant 5.500.000 livres. Le roi qui faisait alors la guerre accepta. Le contrat fut passé le 14 août 1641, et l'Edit de juillet 1646, constatant le paiement de la somme promise, accorda un *amortissement général* pour les ecclésiastiques payant et non payant décimes.

II

Cette tendance persistante des auteurs et de la royauté à soutenir que les églises sont incapables d'acquérir des biens immobiliers et qu'elles ne peuvent être relevées de cette incapacité que par le bon plaisir du roi, fut très vivement combattue à la fin du xvii^e siècle par de Laurière.

De Laurière, l'un des premiers, appliqua avec discernement la critique historique. Il jugeait avec raison qu'il est difficile de faire de grands progrès dans la jurisprudence, sans remonter jusqu'à la source. Il composa en 1692 sa dissertation sur l'*Origine du droit d'amortissement*. Il y réfute par ordre les raisons que nous avons énumérées plus haut et sur lesquelles Bacquet fondait le droit d'amortissement. Nous y renvoyons, nous bornant à signaler la conclusion de l'ouvrage: *D'où il s'ensuit* que jusqu'icy nos auteurs ont mal « défini l'amortissement une permission octroyée par le « Roy aux gens de mainmorte de posséder des biens immeu-

« bles comme si les gens de mainmorte étoient obligez d'ob-
 « tenir du roi la capacité de posséder ces sortes de biens, ce
 « qui est absolument faux ; car ces personnes ne sont cer-
 « tainement obligez de recourir au roi pour leurs acquisi-
 « tions, qu'à cause que les fiefs de son royaume ne peuvent
 « point être abrégés ou diminués sans son consentement et
 « sans lui payer finance¹. »

Nous ferons sur la théorie de de Laurière une remarque contraire à celle que nous avons faite sur la théorie de Bacquet. C'est que, vraie en ce qui concerne les fiefs et les censives, elle était complètement insuffisante pour expliquer l'extension de l'amortissement aux alleux. Cette extension, nous l'avons déjà dit plusieurs fois, supposait l'idée d'incapacité de l'Eglise et au point où nous en sommes arrivés cette idée a tant fait de chemin qu'elle n'est généralement plus discutée et qu'elle est prête à passer dans la législation.

Aussi arriva-t-il ce que de Laurière semblait redouter lui-même (v. préface). Peu de personnes prirent la peine de lire son petit ouvrage et nous trouvons l'opinion de Bacquet reproduite par les auteurs postérieurs comme Lamothe le Vayer, Pocquet de Livonnière².

III

Il résultait clairement des dernières dispositions législatives de la royauté qu'elle entendait rabaisser l'Eglise au niveau d'une association dont elle avait la tutelle. L'Eglise

¹ *De l'origine du droit d'amortissement*, p. 177.

² Lamothe le Vayer, *Histoire des matières ecclésiastiques ou Dissertations historiques sur la Régale* par M. R..., Le Haye, 1690; Pocquet de Livonnière, *Traité des Fiefs*, liv. I, ch. iv.

est d'ailleurs déchirée par les rivalités du clergé régulier et du clergé séculier, les querelles des Jansénistes et des Molinistes. Les bons esprits commençaient à s'alarmer de l'extension du patrimoine immobilier ecclésiastique¹. Les domanistes craignent que les « latifundia » qui perdirent l'Italie n'entraînent aussi la perte du royaume. Déjà, sous leur influence, la doctrine s'était accréditée, soutenue par quelques prédicateurs de la Réforme : que la souveraineté royale s'étend sur toutes les personnes et sur toutes les choses même ecclésiastiques. Aux Etats d'Orléans en 1561, Michel de l'Hôpital était allé jusqu'à contester le droit de propriété de l'Eglise. « Se souviennent les gens d'église qu'ils ne sont qu'administrateurs et qu'ils rendront compte². » Le propriétaire c'est le roi.

Lorsque Louis XIV pourra dire : « L'Etat c'est moi », il écrira à son fils : « Vous devez être persuadé que les rois
« ont naturellement la disposition pleine et entière de tous
« les biens qui sont possédés, aussi bien par les gens d'église
« que par les séculiers, pour en user en tous temps comme

¹ Le Bret, sous le règne de Louis XIII, estimait le patrimoine ecclésiastique au tiers des biens immeubles situés en France : « Le tiers ou peu s'en faut de tous les biens de France aians été donnés à ceux de cet ordre. » (*De la Souveraineté*, liv. I, ch. xvi, p. 29.)

¹ Voici d'autre part, l'appréciation de la richesse ecclésiastique en 1639, certifiée véritable par une assemblée du clergé. Le revenu brut était évalué à 103.500.000 écus et le revenu net à 92.000.000 écus (Biblioth. nat. manuscrits du fonds Harlai, Saint-Germain, t. CLVI, cité par C. Dareste, *Histoire de l'Administration en France*, t. I, p. 141).

Enfin, lorsqu'en 1655 Fouquet consulta ses intendants sur les moyens de remplir le Trésor épuisé, la propriété foncière appartenant au clergé, fut évalué aux sept douzièmes du territoire (Biblioth. nat. Extrait des pièces contenues dans le fonds Dupuy, n° 775, cité par Picot, *Histoire des Etats-Généraux*, t. III, p. 482).

² Cf. C. Dareste, *Histoire de l'Administration en France*, I, p. 444.

« de sages économes, c'est-à-dire suivant le besoin général
« de leur Etat¹. »

En 1650, Antoine Estienne, premier imprimeur et libraire ordinaire du roi, publiait à Paris, avec privilège, une *Remontrance*, du pseudonyme François Paumier, à Sa Majesté, touchant son autorité sur le temporel des églises. On y lisait : « Les rois de France ont un droit souverain
« sur le temporel de toutes les églises du royaume avec
« pouvoir de s'en servir, par l'avis de leur Conseil, dans les
« nécessités de l'Etat pour le soulagement de leurs sujets.
« Le clergé est naturellement incapable, par les lois fonda-
« mentales du royaume, d'acquérir et de posséder aucuns
« biens immeubles en icelui... L'une des principales rai-
« sons pour lesquelles cette dispense et habileté (à acqué-
« rir) a été octroyée au clergé contre les anciens statuts du
« royaume, par la piété de nos rois, est afin qu'eux et leurs
« successeurs puissent trouver un secours présent, facile et
« puissant, en tout temps et à point nommé dans les néces-
« sités publiques². »

Le clergé, assemblé en 1651, fit en vain brûler le livre qui développait cette thèse³ ; elle rallia beaucoup de suffrages. Il se trouva même, plus tard, des théologiens pour la soutenir. En 1710, Louis XIV, avant de lever le « furieux » impôt du dixième, demanda une consultation aux docteurs de la Sorbonne. Ils répondirent que le roi pouvait lever cet impôt, car les biens de ses sujets étaient à lui en propre, et quand il les prenait, il ne prenait que ce qui lui appartenait⁴.

¹ *Œuvres de Louis XIV*, I, 57.

² Ch. Gerin, *Recherches historiques sur l'Assemblée du clergé de France de 1682*, p. 81.

³ *Mémoires du Clergé*, I, p. 649.

⁴ *Mémoires Saint-Simon*, éd. Cheruel, t. V, p. 363.

Sous l'influence de ces idées nouvelles, les auteurs sont naturellement portés à donner pour fondement à l'amortissement, l'*intérêt général*. Déjà, en 1639, lors de la déclaration de Louis XIII, M. Giry disait : « La loi de l'amortissement est juste parce que l'*intérêt de l'Etat* la rend nécessaire¹. »

Salvaing, en 1664, écrivait : « L'Eglise, quant aux biens « temporels, est sujette aux Ordonnances politiques ; sa « franchise n'étant point violée par la défense qui lui est « faite pour l'*utilité publique* de s'accroître par de nouvelles acquisitions, puisqu'on ne lui ôte rien de son « ancienne dotation et fondation². » Et plus loin : « Aujourd'hui le Roy, seul, peut amortir, par la raison qu'il n'appartient qu'au souverain de permettre que les choses « soient ôtées du commerce des hommes. »

L'abbé Fleury, dans son *Institution au Droit ecclésiastique*, constate que les soins pour la conservation des biens de l'Eglise l'ont rendue, dans la suite des siècles, propriétaire d'une grande partie des héritages malgré de nombreuses usurpations. « Aussi, ajoute-t-il, les magistrats et « les seigneurs jugeant utile, selon nos mœurs, qu'il y ait « toujours beaucoup de terres dans le commerce, et les « rois, ont-ils fait aux ecclésiastiques et particulièrement « aux communautés des défenses générales de faire de « nouvelles acquisitions. Pour en être dispensés, les gens « de mainmorte doivent obtenir des lettres patentes du « Roi³. »

¹ Bosquet, *Dictionnaire raisonné des domaines et droits domaniaux* (verbo AMORTISSEMENT).

² *De l'usage des fiefs et autres droits seigneuriaux en Dauphiné*, 2^e partie, ch. LIX.

³ *Institution au droit ecclésiastique*, 2^e partie, chap. XII.

Dans un ouvrage publié à la Haye, en 1690, Lamothe le Vayer posait théoriquement la question : « Importe-t-il
 « à l'Etat que l'Eglise ne possède pas trop de bien dans le
 « royaume ou qu'elle n'en acquière que par de certaines
 « voies ? » Et il y répondait ainsi : « Personne de bon sens
 « ne peut douter que le Roy y peut mettre ordre en qualité
 « de magistrat politique, parce que c'est au magistrat poli-
 « tique de pourvoir *aux nécessités de l'Etat*... De plus, en
 « qualité de seigneur féodal, il suffit que les droits féodaux
 « y soient blessés encore qu'il n'y aille point autrement
 « de l'intérêt de l'Etat. »

Il faisait remarquer, d'ailleurs, que l'immensité des richesses de l'Eglise pourrait faire naître le désordre dans son sein, qu'il appartenait au roi de la protéger malgré elle en s'opposant aux acquisitions qui lui seraient domineables. Et il concluait ainsi : « L'Eglise ne peut acquérir
 « en France, civilement, aucun bien que du consentement
 « du roi¹. »

Ce passage de Le Vayer nous montre qu'on se préoccupe enfin sérieusement du préjudice *économique* que les acquisitions de l'Eglise causent à l'Etat. En effet, la propriété ecclésiastique compromet la production des richesses à un triple point de vue :

1° Le rendement donné par la propriété des personnes morales est de beaucoup inférieur à celui donné par la propriété individuelle. On sait qu'en ce temps-là « les établissements religieux possédaient d'immenses étendues de terrain dont l'exploitation était confiée aux soins de serfs et vilains qui, condamnés à toujours travailler avec le même titre sur le sillon d'autrui, songeaient peu à réaliser des économies et

¹ *Histoire des matières ecclésiastiques*, 2^e partie, 5^e dissertation.

à faire fructifier le sol. Aussi le rendement était presque dérisoire et suffisait à peine à la subsistance de tous ceux que la vie religieuse avait attirés ¹. »

2^o. Il faut que les terres soient soumises à l'égalité de l'impôt, sinon la charge dont les unes sont affranchies pèse sur les autres et les grève d'autant.

3^o Les biens de mainmorte sortent de la circulation, puisque les églises et les monastères ne meurent ni n'aliènent. Ils sont donc hors du commerce et, par conséquent, le commerce est d'autant diminué. Ainsi le paiement du droit d'amortissement est la réparation du préjudice économique causé par les acquisitions de l'Eglise. Quant au droit d'indemnité, il est payé au seigneur comme réparation du préjudice pécuniaire que lui causent ces mêmes acquisitions. Ce droit, on le voit, a tous les caractères du droit d'amortissement tel qu'il se montre à l'origine.

IV

La royauté, forte de l'appui doctrinal des jurisconsultes et du sentiment général de la nation, va pouvoir législativement formuler cette distinction entre l'amortissement et l'indemnité.

Auzanet, au commencement du XVIII^e siècle, prévoyant une refonte générale de la loi d'amortissement, disait : « Si
« le roy se dispose de faire un règlement sur ce sujet, il est
« croyable qu'il y comprendra ce qui regarde les droits et
« les intérêts des seigneurs particuliers, étant fort difficile
« ou, pour mieux dire, impossible de les séparer totalement

¹ Brissonnet, *Dons et Legs aux Etablissements religieux*, thèse doct., p. 74.

« des droits du roy, du moins en considérant le roy comme
 « seigneur particulier. Et il serait à craindre que le roy et
 « son Conseil trouvassent mauvais que l'on mît les mains à
 « cette matière, attendu même que, dans la coutume de
 « Paris, il n'y a aucun article qui en fasse mention¹. »

La royauté fit, en effet, la Déclaration de 1724.

Voici quel en était le préambule : « L'attention qu'exige
 « de nous la conservation des droits de notre domaine nous
 « ayant porté à faire examiner quelques abus qui s'étaient
 « introduits touchant le droit d'indemnité qui nous est dû
 « par les ecclésiastiques et gens de mainmorte pour les
 « acquisitions qu'ils font dans l'étendue de nos seigneuries
 « ou de nos justices, nous avons reconnu que ces abus con-
 « sistaient principalement en ce que, confondant le droit
 « d'indemnité avec celui d'amortissement, les ecclésiastiques
 « et gens de mainmorte qui, pour les acquisitions par eux
 « faites dans les mouvances et censives des seigneurs parti-
 « culiers, leur paient le droit d'indemnité en entier, outre le
 « paiement qu'ils nous font de notre droit d'amortissement
 « à raison du cinquième du prix des biens tenus en fief et
 « du sixième de ceux tenus en roture, ne nous payoient,
 « lorsque les biens qu'ils acqueroient étoient tenus de nous,
 « que le tiers de la valeur des biens en fiefs et le cinquième
 « de ceux en roture, tant pour notre droit d'amortissement
 « que pour celui d'indemnité; en sorte que, pour une somme
 « en argent assez modique, nous nous trouvions privés des
 « droits seigneuriaux qui nous appartenoient lors des muta-
 « tions, si ces héritages acquis par les gens de mainmorte
 « dans l'étendue de nos seigneuries ou de nos justices étoient

¹ Auzanet. *Des Censives*, titre II, art. 87.

« restés dans le commerce ; que même quelques acquéreurs
 « prétendoient que le paiement qu'ils nous avoient fait en
 « la manière ci-dessus expliquée emportoit la décharge des
 « droits seigneuriaux et ordinaires, dus pour leurs acquisi-
 « tions et des censives et autres charges annuelles, dont les
 « héritages étoient tenus ; qu'enfin, lorsque les acquisitions
 « des gens de mainmorte se faisoient dans l'étendue des
 « apanages ou de nos domaines, engagés ceux qui possé-
 « doient lesdits domaines à titre d'apanage ou d'engagement,
 « prétendoient qu'au moyen du paiement qui nous étoit fait
 « des droits fixés par la Déclaration du 5 juillet 1689, nous
 « devions, pour leur tenir lieu des droits seigneuriaux dont
 « ils se trouvent privés, leur accorder des rentes annuelles
 « sur nos domaines proportionnées au revenu que pourroit
 « produire le capital de l'indemnité, suivant qu'elle est due
 « par les coutumes et usages des lieux ; sur quoi voulant
 « établir un meilleur ordre à l'avenir, il nous a paru néces-
 « saire de distinguer le droit d'amortissement de l'indem-
 « nité. »

On revenait ainsi à la distinction très finement dégagée par l'analyse aiguë de Dumoulin, deux siècles auparavant. Mais les écrits de ce jurisconsulte qu'on lisait peu n'étaient pour rien dans cette mesure législative. Elle s'explique par le désir croissant de nos rois de se protéger contre l'accumulation progressive des richesses du clergé.

Louis XV ne se borna d'ailleurs pas à réclamer et l'amortissement et l'indemnité quand les acquisitions de l'Église se faisaient dans sa mouvance, il fit un retour complet aux véritables principes en fixant une taxe uniforme pour toutes les acquisitions des gens de mainmorte. L'article 1^{er} de la Déclaration portait : « Les ecclésiastiques et gens de main-
 « morte qui acquerront à l'avenir par vente, don ou autre-

« ment, soit dans notre mouvance, soit dans celle des seigneurs particuliers des biens en fief ou en roture, ne seront
« tenus de nous payer pour le droit d'amortissement que le
« cinquième de la valeur des biens tenus en fief et le sixième
« de ceux tenus en roture. »

L'idée que les grands domaines possédés par les personnes morales sont un danger permanent pour l'Etat, continue son chemin. Nous la voyons exprimée quinze ans plus tard dans la Déclaration du 1^{er} juin 1739 : *concernant les gens de mainmorte du Ressort du Parlement de Metz*. Le roi disait dans le préambule que « les Rois ses prédécesseurs ont
« été attentifs à empêcher que ceux (les corps) qu'ils avaient
« autorisés ne multipliasent les acquisitions, qui, mettant
« hors de commerce une partie considérable des fonds et
« des domaines de notre royaume, ont été regardés dans
« tous les temps comme contraires au bien commun de la
« Société ¹. »

V

Mais l'enrichissement illimité des établissements religieux ne compromettait pas seulement l'intérêt de l'Etat, il portait aussi atteinte à l'intérêt des familles. A ce point de vue encore, il importait de restreindre la capacité de l'Eglise. Nous avons vu, au début de nos explications sur les Ordonnances, que les dispositions testamentaires étaient pour elle une source très importante de revenus. L'Edit de 1749 dans son article 17 ne manquera pas de s'occuper des héritiers. Cependant il serait injuste de ne pas signaler les tendances

¹ Isambert, XXII, p. 122.

bienveillantes que les Parlements avaient affirmées déjà depuis longtemps¹.

On trouve, en effet, de nombreux arrêts prononçant l'annulation des dispositions universelles adressées aux congrégations religieuses. En voici quelques exemples :

Arrêt du 27 juillet 1619 dans lequel *la Cour*, dit Ricard, *a déclaré le testament du défunt évêque de Beauvais, en ce qui concerne le legs universel de ses meubles et acquets, fait en faveur des prêtres de l'Oratoire, nul*².

Arrêt de la première Chambre des enquêtes du 27 juillet 1629, cité par Henrys³, rendu contre les prêtres de l'Oratoire, dans lequel le testament fait en leur faveur fut déclaré *nul et de nul effet...*, *avec défenses qui leur furent faites d'accepter aucun legs universel ou donation testamentaire de biens immeubles ni meme de sommes excessives*.

Arrêt du 11 septembre 1680 contre le séminaire de Limoges.

Arrêt du 29 août 1711⁴, qui annule un legs universel fait par Marie-Hélène Franquemont au profit des jésuites de Valenciennes.

Arrêt du 19 février 1691 qui annule un legs universel au profit des religieuses du Saint-Sacrement⁵.

Il faut dire qu'il ne manque pas d'arrêts en sens contraire : Ex : Arrêts du 27 mai 1654, donation de tous biens aux religieuses de Bray ; du 28 mars 1658 et du 16 janvier 1665, legs universels aux Pères de la doctrine chrétienne ; de 1718,

¹ V. Lambert, *De l'Exhérédation*, p. 271 et s.

² Ricard, *Des Donations*, 1^{re} partie, ch. vi, sect. XIII, n° 608.

³ Henrys, 17^e plaidoyer, t. IV, p. 256 à 262.

⁴ Ces deux arrêts dans Guyot, *Rep. univ. et rais. de Jurispr.*; *verbo* « Inst. d'héritier, » sect. V, § 1.

⁵ D'Aguesseau, 1^{er} plaidoyer, *Œuvres*, t. II, p. 1.

legs universel par l'évêque d'Embrun au profit de son église¹.

La doctrine était d'ailleurs partagée comme la jurisprudence : Denisart, de Héricourt, Rousseau de Lacombe, Henrys, d'Aguesseau pensaient que les congrégations ne pouvaient pas recevoir des legs universels au préjudice des héritiers². Par contre, Bretonnier, Ricard, décidaient que la capacité des communautés était absolue à cet égard³.

De la difficulté pour les Parlements d'asseoir leur jurisprudence et de la controverse que nous venons de signaler, naquit un troisième système qui n'était ni l'annulation ni la confirmation, mais la *réduction* des libéralités faites aux gens de mainmorte. Ce système qui était un moyen terme et conciliait dans une juste mesure l'intérêt des communautés et l'intérêt des familles, prévalut dans la plupart des arrêts, sauf dans les pays de droit écrit où, appliquant le Droit romain, on maintenait l'absolue capacité d'acquérir consacrée par la Constitution de 321⁴.

Parmi les nombreux arrêts qui prononcent la réduction des libéralités faites aux communautés, on peut citer : Arrêt du Parlement de Paris, du 25 mai 1655, dans lequel un legs de 60.000 livres fait aux jésuites, fut réduit à 12.000 livres⁵; des 23 mars 1694, 1^{er} décembre 1695, 28 avril 1711,

¹ Paul Bernard, Etude historique sur le droit de réduction des libéralités faites aux Etablissements publics (*Revue historique du Droit français et étranger*, 1864, t. X).

² Denisart, *verbo* COMMUNAUTÉS, n° 9; De Héricourt, H. ch. III, n° 5; Rousseau de Lacombe, *Recueil de Jurisprudence canonique, verbo* COMMUNAUTÉ, n° 5; Henrys, 17^e plaidoyer, t. IV, p. 256; d'Aguesseau, *loc. cit.*

³ « Observations sur le 17^e plaidoyer d'Henrys », dans les *Œuvres* d'Henrys, t. IV, p. 266.

⁴ Domat, *Lois Civiles*, liv. IV, sect. VII.

⁵ Henrys, 17^e plaidoyer, *loc. cit.*

27 août 1733, 14 août 1739; du 5 décembre 1741, dans lequel un legs de 20.000 livres fait par le sieur de Chilly, à l'hôpital des pauvres de la ville de Noyon, fut réduit à 14.000 livres, et le surplus attribué à la sœur et à la nièce du testateur¹. Ainsi, les Parlements, en l'absence de loi positive sur la capacité des gens de mainmorte à recevoir des dispositions universelles, réduisirent ces dispositions, tantôt en haine du progrès de la mainmorte, tantôt par pitié pour des héritiers misérables.

Le désir qu'ils manifestaient de voir les communautés incapables de recevoir des legs universels fut réalisé par la déclaration du 9 juillet 1738, spéciale au Hainaut et à la Flandre, dans la déclaration du 1^{er} juin 1739 pour le pays Messin, et dans la déclaration du 25 novembre 1743, pour les Colonies françaises en Amérique. Par ces dispositions, les communautés ne peuvent désormais recevoir que des donations entre vifs, et encore faut-il qu'elles obtiennent l'autorisation du roi, qu'elles en aient *communiqué le projet à son Conseil* pour chaque libéralité, qu'il s'agisse de biens-fonds, de rentes foncières et même de rentes constituées sur des particuliers².

Voici ce que répondit d'Aguesseau, dans une lettre du 24 octobre 1738, à quelques remontrances du Parlement de Douai, relatives à l'application de la déclaration de 1738 aux hôpitaux. « La faveur que méritent les hôpitaux et qui les « distingue des autres gens de mainmorte, engagera sans « doute Sa Majesté à leur accorder plus facilement la per- « mission (d'acquérir); mais il serait dangereux de les

¹ Meaume, *Traité du droit de réduction des libéralités faites aux corps moraux publics*, p. 26 et s.

² Rousseau de Lacombe, *op. cit.*, COMMUNAUTÉS, t. II; Isambert, XXII, p. 122, 166.

« dispenser de la demander et même de la rendre trop
« commune, parce qu'on s'exposerait peut-être à faire des
« pauvres pour en assister d'autres. Le véritable intérêt du
« commerce est de conserver le patrimoine des familles sans
« l'aliéner ni l'hypothéquer à des gens de mainmorte¹. »

Successivement attaquée par la royauté, l'opinion publique, les auteurs et les Parlements, la capacité de l'église va disparaître sous la poussée philosophique.

VI

Les philosophes reprenant, mais avec plus de hardiesse, l'œuvre de la Réforme, attaquèrent l'Église par le ridicule et la discussion scientifique. Celui qui les résume tous, Voltaire, s'était plu, au cours de ses nombreux écrits, à comparer ironiquement l'antique pauvreté des apôtres, simples racommodeurs de filets, avec la pompeuse richesse de leurs successeurs. Il citait les textes de l'Évangile, où le désintéressement des biens temporels est recommandé comme la suprême vertu : c'est saint Mathieu qui donne ce conseil : « *Noli thesaurizare vobis thesauros in terra*² », et ajoute plus loin : « *Vende quæ habes et da pauperibus*³ ». C'est saint Luc qui représente aux ministres de Dieu et à ses serviteurs qu'ils ne peuvent servir tout ensemble Dieu et l'argent⁴, qu'ils doivent se confier au Seigneur qui a promis de ne pas laisser mourir le juste de faim⁵. Les ecclésiastiques, disait

¹ *Œuvres complètes*, t. IX, p. 562.

² *Mathieu*, VI, 19.

³ *Mathieu*, XIX, 21.

⁴ *Luc*, XVI, 13.

⁵ *Proverbes*, X, 3.

Voltaire, ont-ils oublié la parole du Christ : « Ne vous inquiétez point, disant : où trouverons-nous à boire et à manger et de quoi nous vêtir ? Car les gentils se mettent aussi en peine de tout cela, mais votre Père sait vos besoins ; cherchez donc premièrement le royaume de Dieu et sa justice, et toutes ces choses vous seront données par surcroît¹. » (Voy. *Dictionnaire philosophique*, article : BIENS D'ÉGLISES.)

En même temps, Montesquieu, dans son *Esprit des Lois*, envisageant surtout le point de vue économique, affirme que la religion sert de prétexte au clergé pour s'enrichir aux dépens du peuple, et que la misère résultant de cette injustice est un motif qui attache le peuple à la religion².

Il rappelle les moyens frauduleux employés par le clergé au moyen âge pour augmenter son patrimoine : « Tout homme qui mourait sans donner une partie de ses biens à l'Eglise, ce qui s'appelait mourir *déconfès*, était privé de la communion et de la sépulture. Si l'on mourait sans faire de testament, il fallait que les parents obtinssent de l'évêque qu'il nommât concurremment avec eux des arbitres pour fixer ce que le défunt aurait dû donner en cas qu'il eût fait un testament. On ne pouvait pas coucher ensemble la première nuit de noces, ni même les deux suivantes sans en avoir acheté la permission. C'était bien ces trois nuits-là qu'il fallait choisir, car pour les autres on n'aurait pas donné beaucoup d'argent³. »

Enfin voici les réflexions que lui suggérait l'étude du régime de la mainmorte dans les pays étrangers : « Dans

¹ *Mathieu*, VI, 31.

² *Esprit des Lois*, liv. XXV, chap. II.

³ *Esprit des Lois*, liv. XXVIII, chap. XLI.

« quelques pays de l'Europe, la considération des droits des
 « seigneurs a fait établir en leur faveur un droit d'indem-
 « nité sur les immeubles acquis par les gens de main-
 « morte. L'intérêt du prince lui a fait exiger un droit
 « d'amortissement dans le même cas. En Castille où il n'y
 « a point de droit pareil, le clergé a tout envahi. En Aragon
 « où il y a quelque droit d'amortissement, il en a acquis
 « moins. *Augmentez-les ces droits et arrêtez la mainmorte*
 « *s'il est possible*¹. »

Au point où l'on en était arrivé, il ne restait plus, si l'on voulait arrêter la mainmorte, qu'à rendre l'Eglise incapable d'acquérir, tout en apportant à cette incapacité des exceptions réclamées par ce même intérêt général sur lequel le principe nouveau était établi. C'est ce que fit l'édit d'août 1749. L'*Esprit des Lois* avait paru à Genève en 1748.

¹ *Esprit des Lois*, liv. XXV, ch. v.

CHAPITRE VI

PRINCIPE NOUVEAU DE L'INCAPACITÉ DE L'ÉGLISE

Ordonnances de 1629, 1659, 1666 concernant les nouveaux établissements. — Analyse de l'ordonnance de 1749. — Esprit de cette ordonnance. — Déclaration du 20 juillet 1762 et édit de 1780.

I

C'est le chancelier d'Aguesseau qui fut chargé de préparer l'édit d'août 1749 publié sous ce titre : « *Edit qui renouvelle toutes les dispositions des lois précédentes sur les établissements et les acquisitions des gens de mainmorte et y ajoute les mesures les plus propres à en assurer l'exécution.* » Pour bien saisir toute l'importance de cette nouvelle législation, nous avons besoin de revenir chronologiquement en arrière et de dire quelques mots des règlements ayant trait à l'établissement de nouveaux monastères et à la fondation de nouvelles maisons et communautés religieuses.

Jusqu'au xvii^e siècle, l'établissement de nouvelles communautés religieuses ne fut soumis à la nécessité d'aucune autorisation. Aux temps où la foi et l'esprit chrétien avaient toute leur force, on ne pouvait voir qu'avec joie la fondation d'un établissement de charité ou d'une maison de religieux contemplatifs. Grâce à cette entière liberté, le sol de la France s'était couvert d'un nombre considérable

de couvents¹. Il fallait à tout prix arrêter cet envahissement.

L'édit du 21 novembre 1629 vint défendre « de faire aucun établissement de monastère, maison et communauté régulière, séculière, de l'un ou l'autre sexe, sans permission expresse du roi ». De plus, il ne pourrait être fait désormais « aucun établissement de monastères, même des « ordres ci-devant reçus, établis dans le royaume, sans « l'expresse permission du roi, par lettres scellées du grand « sceau, afin qu'il pût juger de l'utilité d'iceux et selon les « occasions, ordonner et assigner les lieux et villes aux- « quelles nous jugeons plus à propos de les faire établir « pour l'utilité de nos sujets et avancement de la foi et « religion catholique, apostolique et romaine ». Le roi faisait ici allusion aux villes où se trouvaient réunis des protestants. La peur de la lutte et de la concurrence éloignait les communautés des « foyers infectés d'hérésie² ».

Le clergé, toujours peu obéissant, négligea d'obtenir l'autorisation royale que l'édit de 1629 avait rendue nécessaire. Une déclaration du 7 juin 1659 « portant défenses d'établir « aucunes communautés religieuses, séminaires et confréries, sans permission du roi par lettres patentes enregistrées « dans les cours souveraines » vint en rappeler l'exécution mal observée. Le préambule indiquait le motif de ces défenses : « Les rois nos prédécesseurs ayant jugé combien « il était important pour l'ordre de l'Etat et le bien de

¹ On comptait alors en France 1456 abbayes, 12.000 prieurés, 256 commanderies de Malte, 152.000 chapelles ayant chapelains, 600 abbayes de religieuses, 700 couvents de Cordeliers et de Capucins, sans compter les Jacobins, Carmes, Augustins et Chartreux qui avaient de 7 à 8000 monastères (C. Dareste, *Histoire de l'Administration en France*, t. I, p. 141).

² Isambert, t. XVI, p. 347.

« leur service, qu'il ne se fît dans le royaume aucun
 « établissement de maisons régulières, communautés, sé-
 « minaires et confréries sans leur autorisation et per-
 « mission portées par lettres patentes scellées du grand
 « sceau ¹ ».

Mais la disposition principale en cette matière fut l'édit de décembre 1666. Considérant que « le nombre des com-
 « munautés s'était augmenté de manière qu'en beaucoup de
 « lieux les communautés tenaient et possédaient la meil-
 « leure partie des terres et des revenus », le Roi dictait les formalités nécessaires pour l'établissement des communautés régulières et séculières (lettres patentes enregistrées au Parlement, approbation de l'archevêque ou évêque diocésain, avis des maires, échevins, consuls, jurats, capitouls, curés des paroisses et supérieurs des maisons religieuses établies esdits lieux).

Toute Communauté pour l'établissement de laquelle ces formalités n'ont pas été observées est déclarée « *illicite*, faite sans pouvoir ». Elle est *incapable* d'ester en jugement, de recevoir aucuns dons et legs de meubles et immeubles et de tous autres effets civils².

II

Pour conjurer le danger croissant que la puissance temporelle des églises faisait courir à l'Etat, il ne fallait pas se contenter d'exercer un contrôle sur les fondations de nouveaux établissements religieux, il était nécessaire de sur-

¹ Isambert, t. XVII, p. 369.

² Isambert, XVIII, p. 94.

veiller leurs acquisitions elles-mêmes. Ce dernier pas fut franchi par l'édit d'août 1749.

Nous en transcrivons le préambule : « Le désir que nous
 « avons de profiter du retour de la paix pour maintenir de
 « plus en plus le bon ordre dans l'intérieur de notre
 « Royaume nous fait regarder comme un des principaux
 « objets de notre attention les inconvénients de la multi-
 « plication des établissemens des gens de mainmorte et
 « de la facilité qu'ils trouvent à acquérir des fonds, naturel-
 « lement destinés à la subsistance et à la conservation des
 « familles, elles ont souvent le déplaisir de s'en voir privées,
 « soit par la disposition que les hommes ont à former des
 « établissemens nouveaux qui leur soient propres et
 « fassent passer leur nom à la postérité avec le titre de fon-
 « dateur, soit par une trop grande affectation pour des
 « établissemens déjà autorisés, dont plusieurs testateurs
 « préfèrent l'intérêt à celui de leurs héritiers légitimes.
 « Indépendamment même de ces motifs, il arrive souvent,
 « que par les ventes qui se font à des gens de mainmorte,
 « les biens immeubles qui passent entre leurs mains cessent
 « pour toujours d'être dans le commerce, en sorte qu'une
 « très grande partie des fonds de notre royaume se trouve
 « actuellement possédée par ceux dont les biens, ne pou-
 « vant être diminués par des aliénations, s'augmentent au
 « contraire continuellement par de nouvelles acquisitions. »

« Mais ce qui semblait devoir arrêter les progrès de leurs
 « acquisitions a servi au contraire à l'augmenter contre
 « l'intention du législateur, par l'usage qui s'est introduit
 « de recevoir d'eux sans aucun examen le droit d'amortis-
 « sement qu'ils se sont portés sans peine à payer, dans
 « l'espérance de faire mieux valoir les fonds qu'ils acquer-
 « roient, que les anciens propriétaires. La multiplication

« des rentes constituées sur des particuliers a contribué
 « encore à l'accroissement des biens possédés par les gens
 « de mainmorte, parce qu'il arrive souvent, ou par la négligence du débiteur à acquitter les arrérages de ces rentes
 « ou par les changements qui surviennent dans sa fortune,
 « qu'ils trouvent moyen de devenir propriétaires des fonds
 « mêmes sur lesquels elles étaient constituées. Ils se sont
 « servis enfin de la voie du retrait féodal pour réunir à leur
 « domaine les fiefs vendus dans leur mouvance.... Le
 « meilleur usage que nous puissions faire de notre autorité
 « dans une matière si importante est de concilier autant
 « qu'il est possible, l'intérêt des familles avec la faveur des
 « établissements véritablement utiles au public ; c'est ce que
 « nous nous proposons de faire, soit en nous réservant
 « d'autoriser ceux qui pourraient être fondés sur des motifs
 « suffisants de religion et de charité, soit en laissant aux
 « gens de mainmorte déjà établis, la faculté de nous
 « exposer les raisons qui peuvent nous porter à leur
 « permettre d'acquérir quelques fonds et en leur conservant
 « une entière liberté de posséder des rentes constituées sur
 « nous ou sur ceux qui sont de la même condition qu'eux,
 « dont la jouissance leur sera souvent plus avantageuse et
 « toujours plus convenable au bien public, que celle des
 « domaines ou des rentes hypothéquées sur les biens des
 « particuliers. A ces causes, etc.... voulons et nous plaît
 « ce qui suit¹.... »

L'édit peut se décomposer en deux parties, correspondant chacune à l'un de ses deux objets principaux : 1^o Mettre obstacle pour l'avenir à la multiplication des établissements ; 2^o fixer des limites aux acquisitions des gens de mainmorte.

¹ Edit d'août 1749, Isambert XXII, p. 226.

Première partie. — Articles 1 à 13.

Nul établissement ne peut se fonder sans une autorisation expresse du pouvoir civil. Toutes les acquisitions faites par les congrégations non autorisées sont frappées d'une nullité radicale. Ces prohibitions ont fait l'objet de développements antérieurs. Nous n'y reviendrons pas. Nous devons ajouter seulement que l'article 6 exige que, dans les lettres patentes, destinées à autoriser l'établissement projeté, il soit fait mention expresse des biens destinés à la dotation dudit établissement, afin que dans la suite on ne puisse en ajouter d'autres, sans se conformer aux règles prescrites par l'édit sur les acquisitions de mainmorte.

Deuxième partie. — Articles 14 et suivants.

L'Edit contenait deux innovations :

1^o *Article 14.* — « Faisons défenses à tous les gens de
 « mainmorte d'acquérir, recevoir, ni posséder à l'avenir
 « aucuns fonds de terres, maisons, droits réels, rentes fon-
 « cières ou non rachetables, même des rentes constituées sur
 « des particuliers, si ce n'est après avoir obtenu nos lettres
 « patentes pour parvenir à ladite acquisition, et pour
 « l'amortissement desdits biens, et après que lesdites lettres,
 « s'il nous plaît de les accorder, auront été enregistrées en nos
 « dites cours de parlement, ou Conseil supérieur, en la
 « forme qui sera ci-après prescrite ; ce qui sera observé
 « nonobstant toutes clauses ou dispositions générales qui
 « auraient pu être insérées dans les lettres patentes ci-devant
 « obtenues par les gens de mainmorte, par lesquelles ils au-

« raient été autorisés à recevoir ou acquérir des biens fonds
 « indirectement ou jusqu'à concurrence d'une certaine
 « somme.

« *Article 15.* — La disposition de l'article précédent sera
 « observée, même à l'égard des fonds, maisons, droits réels
 « et rentes qui seraient réputés meubles, suivant les cou-
 « tumes, statuts et usages des lieux.

« *Article 16.* — Voulons aussi que la disposition de l'ar-
 « ticle 14 soit exécutée à quelque titre que lesdites gens de
 « mainmorte puissent acquérir les biens y mentionnés,
 « soit par vente, adjudication, échange, cession ou trans-
 « port, même en paiement de ce qui leur serait dû, soit par
 « donations entre vifs pures et simples, ou faites à la charge
 « de services ou fondations, et *en général pour quelque*
 « *cause gratuite ou onéreuse que ce puisse être.* ».

Ainsi donc, les immeubles ne peuvent être acquis, par quelque mode que ce soit, sans une autorisation royale formelle et spéciale par lettres patentes.

Cette disposition était assurément la plus importante. Elle réalisait la réforme depuis si longtemps demandée. Le refus d'autorisation, sagement mais énergiquement exercé pouvait circonscrire en de justes limites les acquisitions des gens de mainmorte.

Y avait-il une véritable innovation dans la nécessité de demander l'approbation du pouvoir civil et dans le droit pour le roi de refuser son autorisation? Nous savons que les rois pouvaient légalement s'opposer à la concession de lettres d'amortissement, mais nous avons vu que le besoin d'argent les avait empêchés d'exercer cette faculté. Aussi, le droit d'amortissement était-il maintenu dans l'article 14. Toutefois, avant l'édit de 1749, le refus des lettres d'amortissement eût conduit *non pas à l'impossibilité de réaliser*

l'acquisition, mais de *conserver*, de *retenir l'héritage*, tandis que le refus d'autorisation entraînait désormais une *incapacité d'acquérir*. On peut donc dire qu'il y avait réellement innovation.

Une autre mesure importante de l'article 14 concerne les *rentes constituées sur des particuliers*. Ces rentes ne peuvent être acquises sans autorisation, alors même dit l'article 15, que les coutumes, statuts et usages locaux les réputeraient meubles. Le motif s'en trouve dans le préambule. « La multiplication des rentes constituées sur les particuliers, a contribué encore à l'accroissement des biens possédés par les gens de mainmorte, parce qu'il arrive souvent, ou par la négligence du débiteur à acquitter les arrérages de ces rentes, ou par les changements qui surviennent dans la fortune, qu'ils trouvent le moyen de devenir propriétaires des fonds mêmes sur lesquelles elles étaient constituées. » Mais l'intérêt fiscal de la royauté fit excepter de cette prohibition les rentes constituées sur l'Etat, le clergé, les diocèses, les villes et les communautés (art. 18).

Quant aux meubles, ils peuvent être acquis en toute liberté et sans aucune restriction.

2° « *Art. 17.* — Défendons, à l'avenir, de faire aucune « disposition de dernière volonté pour donner aux gens de « mainmorte des biens de qualité marquée par l'article 14. « Voulons que lesdites dispositions soient déclarées nulles, « quand même elles seraient faites à la charge d'obtenir « nos lettres patentes, ou qu'au lieu de donner directement « lesdits biens auxdits gens de mainmorte, celui qui en « aurait disposé aurait ordonné qu'ils seraient vendus ou « régis par d'autres personnes pour leur en remettre le prix « ou les revenus. »

De cet article, il résulte :

a) Que les meubles peuvent être acquis par tous les modes de transmission, aussi bien par legs que par donation et par vente. L'article 17 n'est applicable qu'aux biens de la qualité marquée par l'article 14, c'est-à-dire aux immeubles ;

b) L'Etat défend aux gens de mainmorte de recueillir aucune disposition de dernière volonté, et à toute personne de leur adresser de semblables libéralités.

En effet, le bienfaiteur, au lieu de donner les biens directement à une communauté religieuse, aurait pu les léguer à une tierce personne, à charge par elle de vendre ou d'administrer les biens et d'en remettre le prix ou les revenus à la congrégation.

Or, il s'agissait ici d'une acquisition de meubles, et nous venons de voir que les acquisitions mobilières étaient permises. L'article 17 *in fine* interdit ce fidéicommiss.

La prohibition de l'article 17 venait compléter la défense édictée par l'article 14. On sait, en effet, que les libéralités testamentaires étaient de beaucoup les plus fréquentes. Ainsi que l'intérêt public, l'intérêt des familles était donc sauvegardé. Certes, nous n'ignorons pas le charitable usage que les moines faisaient de leurs biens. Avec les legs pieux ils avaient construit des asiles pour les orphelins, les pauvres, les malades, mais il était juste aussi de ne pas méconnaître les droits sacrés de la famille. Là, comme ailleurs, il y avait des pauvres à secourir. Il importait, au premier chef, d'opposer une limite au zèle inconsidéré des donateurs.

L'article 18 ajoutait que les prohibitions édictées par les articles 14 à 17 n'étaient point applicables aux rentes constituées sur l'Etat, le clergé, les diocèses, les pays d'Etat, villes ou communautés. Les acquêts de cette nature n'étaient soumis qu'au droit d'amortissement.

Voici les sanctions de ces dispositions :

L'article 22 frappe d'interdiction et condamne à des dommages-intérêts envers les parties, en même temps qu'à une amende, les notaires, tabellions ou autres officiers qui ont pris part à des contrats passés avec des communautés illicites.

L'article 24 punit d'une amende de 3000 livres ou plus rigoureusement encore, suivant l'exigence des cas, tout fidéicommis destiné à éluder les dispositions de l'édit.

En résumé :

Les gens de mainmorte peuvent acquérir les meubles sans aucune restriction.

Pour les immeubles, il leur est absolument interdit de les recevoir par testament, à l'exception des rentes constituées sur l'Etat, le clergé...

Par tous autres modes de transmission, vente, donation, échange, il leur est permis de les acquérir s'ils ont obtenu une autorisation du pouvoir civil.

III

Nous n'aurions pas les observations du chancelier d'Aguesseau, que nous ne serions pas surpris de l'empressement que les ecclésiastiques, tant réguliers que séculiers, mirent à enrayer l'exécution de ces nouvelles mesures. Ils s'élevèrent surtout fortement contre la prohibition d'acquérir des rentes constituées sur des particuliers. C'était bien à tort, semblait-il, car les rentes sur le roi, le clergé, les pays d'État, les diocèses, les villes et les communautés qui leur restaient accessibles, étaient exemptes du droit d'amortissement, étaient

d'une plus grande facilité pour la perception des arrérages et constituaient en définitive un placement plus sûr. Si l'Édit de 1749 avait le but bien déterminé de mettre une borne aux richesses du clergé et à la multiplication des communautés ecclésiastiques, il ne tendait pourtant pas ni directement ni indirectement à la destruction lente des établissements religieux. D'Aguesseau disait dans une lettre du 23 janvier 1750¹ : « Rien n'est plus éloigné des motifs de
 « cette loi qu'un dessein secret de détruire les établissements
 « les plus favorables. Les prélats les mieux instruits des
 « véritables intérêts du clergé ont senti au contraire, que
 « le meilleur moyen de soutenir les anciens établissements,
 « d'y maintenir la bonne administration du bien qu'ils
 « possèdent et d'y conserver la plus grande régularité était
 « de mettre des bornes à la multiplication des commu-
 « nautés et à l'accroissement excessif de leurs biens en fonds
 « de terre, ou en rentes sur les particuliers... »

« Enfin le roi ne les exclut pas même absolument de la
 « faculté d'acquérir des rentes de toute nature ou des fonds
 « de terre et des immeubles réels, il exige seulement qu'elles
 « aient recours avant toutes choses à son autorité pour en
 « obtenir la permission; et s'il déclare que dorénavant il
 « n'accordera des lettres d'amortissement qu'en connais-
 « sance de cause, il ne fait que suivre en cela les anciennes
 « lois de son royaume... *Il ne faut pas faire des pauvres
 « pour en assister d'autres.* »

C'est donc surtout un motif d'ordre *économique* qui inspira l'édit de 1749. Les auteurs qui ont écrit dans la seconde moitié du XVIII^e siècle s'accordent pour le reconnaître. Voici l'appréciation de l'Ordonnance d'août qu'on

¹ *Œuvres complètes*, « Observations sur l'édit de 1749 » ; t. IX, p. 556.

lit dans le *Répertoire* de Guyot¹: « *Il est facile de recon-*
 « *naître que, dans l'économie de cette loi, le législateur*
 « *n'a point consulté ce que pouvait exiger l'intérêt de son*
 « *domaine relativement au produit des droits d'amortis-*
 « *sement, mais un intérêt supérieur en a déterminé les*
 « *dispositions: c'est celui de conserver dans le commerce*
 « *des fonds qui par la succession des temps auraient passé*
 « *pour la plus grande partie aux gens de mainmorte: et à*
 « *ne considérer même que le seul objet des finances, l'Etat*
 « *se trouve amplement dédommagé par la circulation et par*
 « *la transmission dans différentes mains de ces possessions*
 « *qui n'eussent plus changé de propriétaire si, les gens de*
 « *mainmorte qui n'aliènent presque jamais eussent con-*
 « *servé cette liberté presque infinie d'acquérir et si l'objet*
 « *de l'amortissement une fois rempli par le paiement de la*
 « *finance fixée par les règlements, tout eût continué d'être*
 « *envisagé comme consommé à cet égard sans que l'Admi-*
 « *nistration pût éclairer ces acquisitions et ne les autoriser*
 « *que dans la plus grande connaissance de cause et après*
 « *avoir suffisamment constaté que dans les cas particuliers*
 « *et extrêmement rares où elles doivent être permises, il*
 « *n'en peut résulter aucun inconvénient contre ce que*
 « *l'intérêt de la Société, celui des familles et l'Ordre public*
 « *paraissent exiger.* »

Quant à Pothier, il marque très clairement la différence qui sépare l'ancienne législation de la nouvelle: « Avant 1749,
 « dit-il, les communautés n'étaient point absolument inca-
 « pables d'acquérir des héritages, elles acquéraient vala-
 « blement, sauf à pouvoir être, comme nous l'avons vu,
 « contraintes à vider les mains dans un certain temps de ce

¹ *Verbo* AMORTISSEMENT.

« qu'elles avaient acquis. C'était plutôt la faculté de *retenir*
 « qui leur manquait que la faculté d'*acquérir*. L'édit de
 « 1749 a rendu les communautés absolument incapables
 « d'acquérir aucuns héritages, comme fonds de terre,
 « maisons, rentes foncières, droits seigneuriaux et autres
 « droits réels¹. »

Il faut remarquer que Pothier revient à la vieille distinction de Dumoulin entre le *Jus possidendi* et le *Jus retinendi possessionem*, sur laquelle de Laurière avait beaucoup insisté dans son *Origine du droit d'amortissement*. Il n'était d'ailleurs plus besoin à cette époque de s'autoriser faussement de la législation passée pour justifier l'incapacité d'acquérir de l'Eglise. L'intérêt économique clairement aperçu y suffisait seul.

Enfin Turgot écrivait dans l'*Encyclopédie* ces lignes souvent citées : « Ces réflexions doivent faire applaudir aux
 « sages restrictions que le Roi a mises par son Edit de 1749
 « à la liberté de faire des fondations nouvelles. Aucun
 « ouvrage des hommes n'est fait pour l'immortalité et
 « puisque les fondations toujours multipliées par la vanité,
 « absorberaient à la longue tous les fonds et toutes les propriétés particulières, il faut bien qu'on puisse à la fin les
 « détruire. Si tous les hommes qui ont vécu avaient eu un
 « tombeau, il aurait bien fallu, pour trouver des terres à
 « cultiver, renverser ces monuments stériles et remuer les
 « cendres des morts pour nourrir les vivants. » (*Verbo FONDATIONS.*)

IV

Le principe de l'incapacité proclamé, il restait encore à

¹ Pothier, *Traité des Personnes*, titre VII, art. 1^{er}.

régler quelques points qu'il n'avait pas été facile de prévoir dans une loi générale. Ce fut l'objet de la *Déclaration interprétative de l'édit d'août 1749 concernant les gens de main-morte* » du 20 juillet 1762¹. En même temps qu'elle faisait connaître le véritable but du législateur de 1749, elle donnait la solution de quelques difficultés qui s'étaient élevées, notamment touchant les baux emphytéotiques. Enfin, le dernier acte important est une *Déclaration du 24 août 1780 sur l'Edit d'août 1749, défendant au gens de main-morte d'acquérir ni posséder aucunes rentes constituées sur des particuliers, sauf autorisation par lettres patentes*, du 24 août 1749. Plusieurs communautés tant régulières que séculières se trouvaient propriétaires de rentes constituées depuis 1749, avec des capitaux d'anciennes rentes dont le remboursement leur avait été fait par des particuliers qui en étaient débiteurs antérieurement audit édit. Il avait été procédé à ces constitutions sur le fondement qu'elles n'étaient pas mentionnées en termes exprès dans l'Edit du mois d'août 1749 au nombre des voies d'acquérir des rentes sur des particuliers interdites aux gens de main-morte. Le roi voulait annuler de telles constitutions. Mais le clergé, assemblé en 1775, le supplia de les approuver. Par l'Edit de 1780, il accueillit sa demande, mais en même temps il renouvelait énergiquement pour l'avenir toutes les inhibitions et défenses passées.

¹ Isambert, XXII, p. 323.

² Isambert, XXVI, p. 371.

CONCLUSION

Nous voici arrivé au terme de l'évolution juridique que nous nous étions proposé d'étudier. Pendant les premiers siècles, l'Eglise jouit de la capacité la plus vaste d'acquérir. Elle est toute-puissante et son domaine est déjà immense. Telle nous l'avons vue en face des empereurs romains, telle nous l'avons retrouvée en face des rois des deux premières races. La capacité consacrée par la doctrine romaine atteint son apogée pendant les premiers siècles de la féodalité, grâce à la législation canonique qui fait à tout testateur l'obligation de laisser des legs pieux et qui simplifie en faveur de ces legs les règles ordinaires de validité des testaments. L'amortissement n'est alors que la juste réparation du préjudice causé aux seigneurs et au Roi par la perte des profits féodaux, mais vers la fin du ^{xiii}^e siècle, les Rois viennent porter atteinte à cette capacité exorbitante. L'Ordonnance de 1275 soumet les alleux à l'amortissement. L'Ordonnance de 1320 y soumet les biens acquis par l'Eglise dans les terres où elle

n'a que droit de basse justice ; et enfin, l'Ordonnance de 1370 soumet encore à ce droit les acquisitions faites par les gens d'Eglise dans l'étendue de leurs hautes justices. Puis, à partir du xiv^e siècle, on comprend que les acquisitions du clergé causent un préjudice économique à l'Etat, aussi bien qu'elles compromettent l'intérêt privé des seigneurs. Les écrivains de la Réforme, les députés du Tiers s'effrayent de l'envahissement de la mainmorte. L'intérêt de l'Etat est si clairement et si généralement perçu que les auteurs du xvi^e siècle, et notamment Bacquet, ne pouvant expliquer autrement que par la considération de cet intérêt l'extension de l'amortissement aux alleux, font prévaloir cette opinion que de tout temps les gens de mainmorte ont été incapables d'acquérir des biens dans le royaume. Les Parlements de leur côté, plus spécialement préoccupés de l'intérêt des familles injustement dépouillées par des libéralités pieuses inconsidérées, introduisent la pratique de la réduction des legs universels faits à l'Eglise. La Royauté à son tour, par l'édit de 1666, s'efforce de limiter l'accroissement des établissements religieux. Ce n'est plus qu'une capacité restreinte, démantelée, que va faire disparaître l'Edit d'août 1749. Quant au passé, l'édit n'apportait aucune modification aux richesses que les libéralités et les acquisitions successives avaient, pendant tant de siècles, accumulées entre les mains du clergé. Pour l'avenir, il avait voulu restreindre en de justes limites les acquisitions des établissements religieux. Mais fut-il toujours assez rigoureusement observé ? Le remède qu'il apportait était-il d'une suffisante efficacité ? Il est fort permis d'en douter puisque l'Assemblée Constituante se résolut, pour écarter définitivement le péril de la mainmorte, à décréter la

confiscation et la vente des biens du clergé par l'État et bientôt après la suppression des corporations ecclésiastiques. Le Code Civil (art. 910) est revenu au principe de l'incapacité.

Vu

Lyon, le 29 juin 1898,
Le Doyen, président de la thèse,
E. CAILLEMER.

Vu et permis d'imprimer,

Lyon, le 2 juillet 1898,
Le Recteur de l'Académie, président du Conseil de l'Université,
G. COMPAYRÉ.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>De la capacité d'acquérir de l'Eglise depuis la naissance du christianisme jusqu'au début de la féodalité.</i>	
	7
CHAPITRE PREMIER. — <i>Capacité d'acquérir de l'Eglise pendant les premiers siècles de la féodalité.</i>	
	13
I. Législation canonique du Testament, 13. — II. L'Eglise et la féodalité, 16. — III. Les <i>advocati</i>, 17. — IV. Les personnes ecclésiastiques et les personnes laïques sont soumises, quant aux acquisitions de fiefs, à la nécessité de l'octroi du seigneur, 19. — V. L'an mil, 21.	
CHAPITRE II. — <i>Amortissement par les seigneurs.</i>	
	23
I. Etablissement des profits féodaux, 23. — II. Les seigneurs perdent ces profits quand un fief passe aux gens de mainmorte, 24. — III. Obligation de « vider les mains », 25. — IV. Lettres d'amortissement, homme vivant et mourant, 26. — V. La fixation de l'amortissement est abandonnée au caprice des seigneurs, 28. — VI. Formes diverses de l'amortissement, 29. — VII. Le Roi n'amortit qu'en tant que seigneur immédiat ; conclusion, 32.	
CHAPITRE III. — <i>Amortissement par le Roi suzerain féodal suprême.</i>	
<i>Extension de l'amortissement aux alleux</i>	
	35
I. Progrès du pouvoir royal, 35. — II. Les Croisades, 38. — III. Abrégement de fief, 43. — IV. Ordonnance de 1275, Ordonnance de 1291, 48. — V. Ordonnance de 1320, 52. — VI. Ordonnances de 1324, 1326, 1328 ; conclusion, 55.	

CHAPITRE IV. — *Amortissement par le Roi souverain* 59

I. Ordonnance de 1372, 59. — II. Amortissement, par les Eglises, des fiefs acquis dans leurs territoires, 62. — III. Ordonnance de 1402, 66. — IV. Les seigneurs peuvent-ils contraindre la mainmorte à « vider ses mains » après l'amortissement du Roi? Opinion de Dumoulin, 67. — V. Solution des Coutumes, 70. — VI. L'indemnité et l'amortissement, 72. — VII. L'amortissement éteint-il la directe? 73. — VIII. L'amortissement affranchit-il le fief de tous droits et devoirs féodaux? Opinion de Dumoulin, solution des Coutumes, 74. — IX. Extension par la doctrine de l'amortissement aux alleux, 77. — X. Conclusion, 79.

CHAPITRE V. — *Attaques dirigées contre la capacité de l'Eglise.* 81

I. La Réforme, les auteurs, Choppin, Bacquet, Déclaration du 19 avril 1639, 81. — II. Opinion de Laurière, 90. — III. Théorie du Roi propriétaire des biens ecclésiastiques, 91. — IV. Déclaration de 1724, 96. — V. Les Parlements, 99. — VI. Les Philosophes, 103.

CHAPITRE VI. — *Principe nouveau de l'incapacité de l'Eglise.* 107

I. Ordonnances de 1629, 1659, 1666, concernant les nouveaux établissements, 107. — II. Analyse de l'ordonnance de 1749, 109. — III. Esprit de cette ordonnance, 116. — IV. Déclaration du 20 juillet 1762 et édit de 1780, 119.

CONCLUSION 121

